



Fondation d'entreprise
AG2R LA MONDIALE

Quand les jeunes entreprennent

Edito



Marie-Caroline Bonnet-Galzy
Administratrice de la Fondation
d'entreprise AG2R LA MONDIALE
Chef de file pour l'Autonomie par
l'emploi et l'entrepreneuriat

Définie comme une phase transitoire, la jeunesse s'étend sur une période de trois à cinq ans, plus ou moins linéaire, entre le moment de sortie du système scolaire et l'entrée dans la vie active, l'accès aux premiers emplois étant un cap déterminant de la prise d'autonomie. Si la jeunesse est une notion assez nouvelle dans l'histoire sociodémographique, apparue du fait de l'allongement de la durée de la vie, deux constats s'imposent partout en Europe : cette période alterne des temps en emploi, des temps de formation, des temps d'engagement et de chômage, d'une part. Si les jeunes en général semblent le plus souvent autonomes affectivement et culturellement (en particulier grâce à l'usage des nouvelles technologies), ils sont paradoxalement plus dépendants économiquement de leurs parents, des institutions et du système de protection sociale, d'autre part.

Ainsi, selon la dernière étude Génération 2010 du CEREQ réalisée en 2013, à partir d'un échantillon de 700 000 jeunes, après trois ans de vie active, 57 % des jeunes avaient accédé rapidement, voire immédiatement, mais surtout durablement à l'emploi. 59 % d'entre eux étant en contrat à durée indéterminée

(CDI ou fonctionnaires), 34 % en CDD, 16 % de l'ensemble des jeunes salariés étant à temps partiel, subi dans la plupart des cas. Cela dit, ces résultats plutôt positifs cachent aussi de fortes disparités, notamment entre les diplômés, disparités qui se sont encore creusées avec une très forte pénalisation des moins diplômés et une population particulièrement fragilisée, celle des jeunes titulaires d'un CAP/BEP. 32 % de ces derniers étaient sans emploi trois ans après l'obtention de leur diplôme.

Soucieuse de contribuer à l'autonomie des personnes tout au long de la vie, la Fondation a donc choisi l'emploi et l'entrepreneuriat des jeunes comme l'une de ses grandes priorités. Après avoir mandaté deux experts du Cabinet Jean Planet Conseil et réuni l'ensemble des parties concernées par l'emploi des jeunes lors de conférences de consensus à Lille, en Seine-Saint-Denis, Lyon et Paris, le Conseil d'administration a arrêté un programme de travail centré sur la période des premiers emplois des jeunes pour la période [2011-2013], puis a réorienté son action sur l'entrepreneuriat et la prise d'initiatives des jeunes pour la nouvelle mandature [2014-2019]. Enfin, le 3 octobre 2014, organisé sous la houlette de Pierre Martin, Chef de file pour l'autonomie

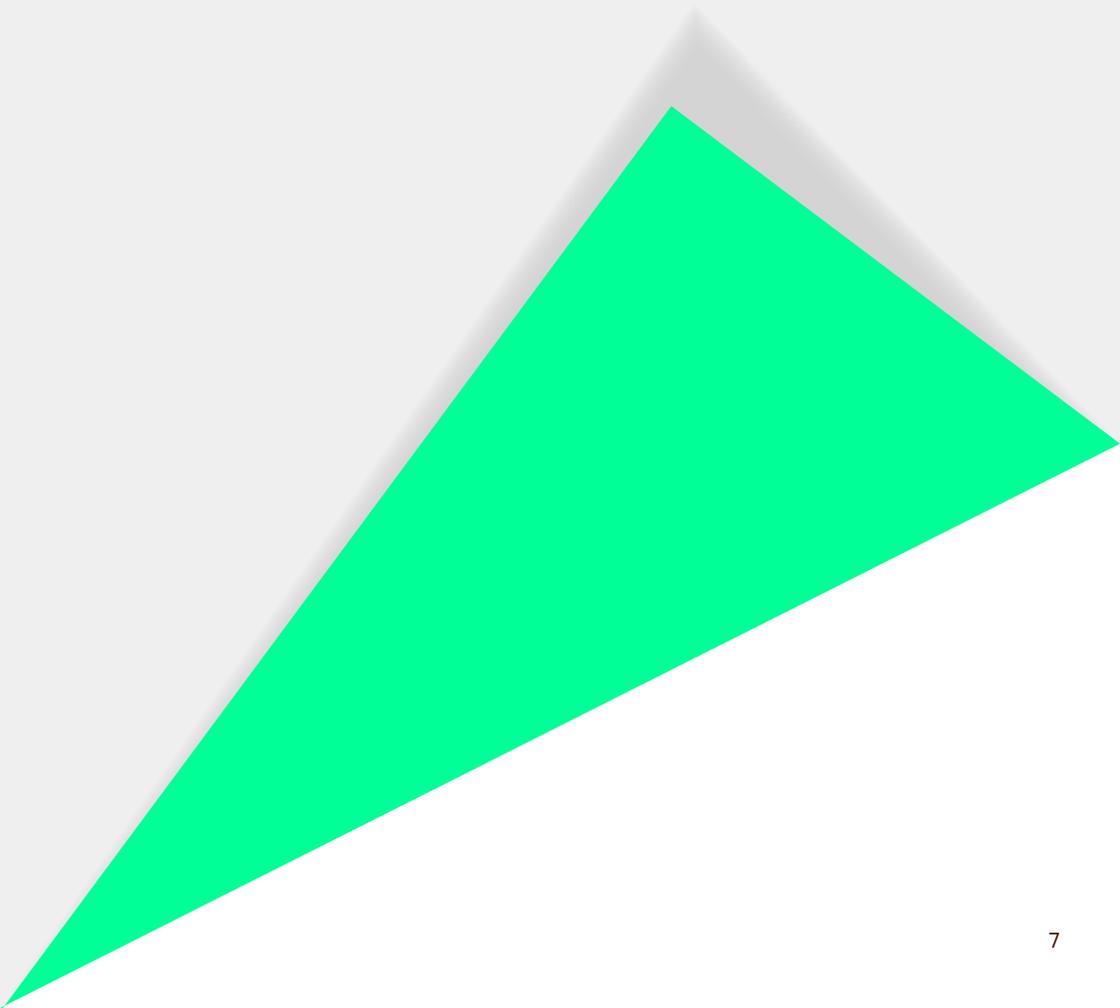
par l'emploi et l'entrepreneuriat, auquel j'ai eu le plaisir de succéder depuis, le premier séminaire annuel de la Fondation était consacré à cette thématique et faisait salle comble, montrant s'il en était besoin combien ce sujet préoccupe nos membres et nos concitoyens. C'est à ce moment-là qu'ont été arrêtés nos nouveaux critères de sélection des projets et qu'il a été décidé d'affecter un budget conséquent pour financer une série d'expérimentations et un projet-phare, la démarche CAP'Jeunes de France Active. En cinq ans, la Fondation aura soutenu 49 projets, dont le Collectif pour l'emploi conçu par la Fondation Accenture, pour un montant global de 1 370 000 euros. Les structures financées ont été choisies car elles favorisent la prise d'initiatives économiques ou solidaires par les jeunes, elles contribuent directement ou non à la transmission d'un métier, de savoir-faire ou de valeurs, elles participent à l'élaboration d'écosystèmes plus favorables aux projets de la jeunesse. Puisse cet ouvrage vous permettre de découvrir quelques-unes de ces expérimentations et vous donner l'envie de soutenir toutes ces initiatives qui sont à de nombreux égards remarquables et porteuses d'espoir !

Sommaire

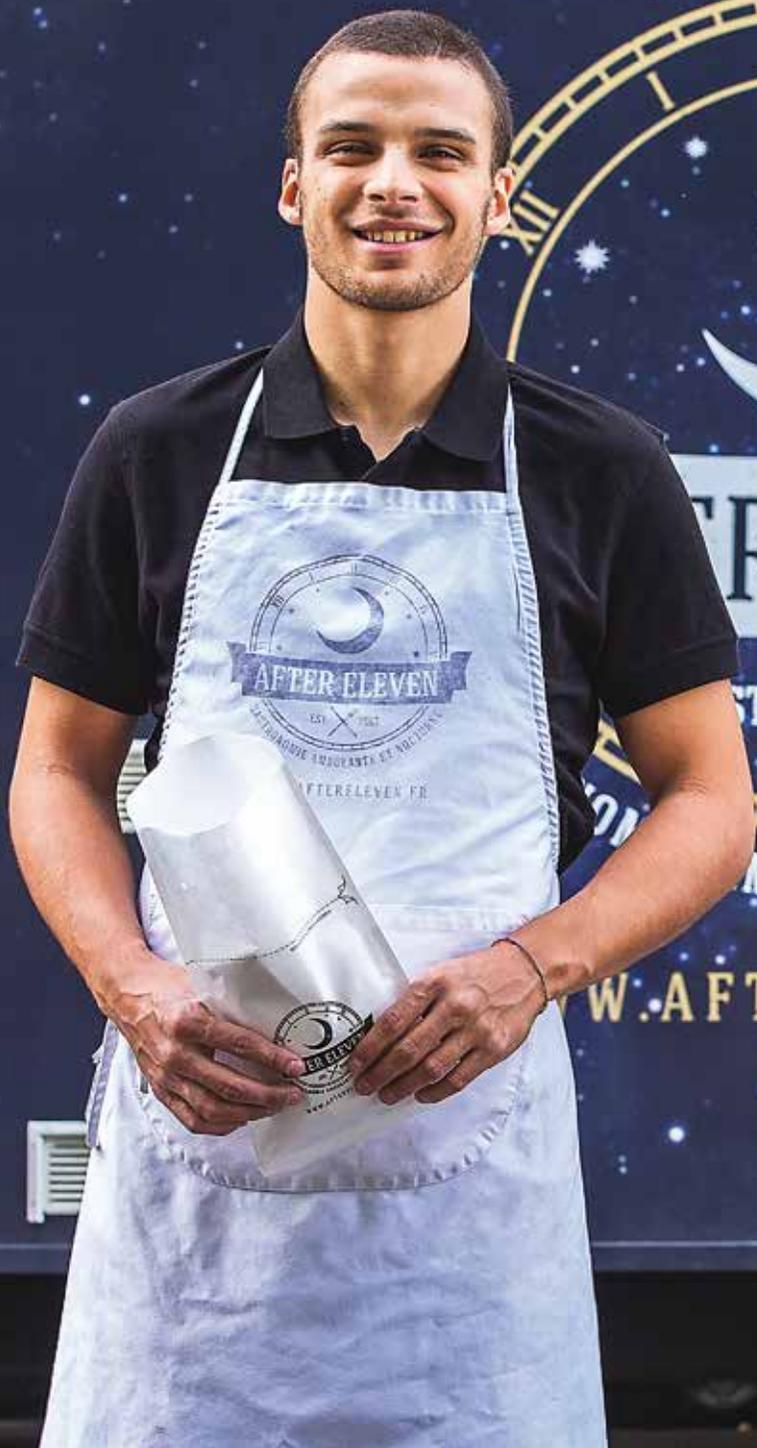
7	Projet phare
8	Programme CAP'Jeunes de France Active
20	Les expérimentations
21	L'Institut Bertrand Schwartz
31	Le MRJC
40	Association Le BAL
52	ADICE
61	Entreprendre pour Apprendre
72	La Fondation Apprentis d'Auteuil

- 83 Chiffres clés depuis 2005
- 84 Catalogue 2014 - 2019
- 86 Catalogue 2005 - 2013

Projet phare



Programme CAP'Jeunes de France Active



France Active, premier financeur solidaire pour l'emploi : cap sur les Jeunes !

France Active est l'un des plus grands réseaux d'aide à la création d'entreprise de l'hexagone. Avec plus de 7 500 projets accompagnés en 2018 et 40 000 emplois créés ou consolidés, il est aujourd'hui le premier financeur du champ de l'Économie Sociale et Solidaire en France. Car pour l'association : si l'entrepreneuriat, c'est bien, allié à l'engagement, c'est mieux !

France Active est née en 1988 à l'initiative de Claude Alphandéry. C'était le début du chômage de masse. Son idée : ne pas se substituer aux banques, mais

faire avec elles pour permettre l'insertion par l'activité économique du plus grand nombre.

Pour Alban Martinat, responsable mécénat de France Active : *« Un chômeur, à l'époque, c'était un loser. Personne ne lui prêtait de l'argent pour monter un projet. De nombreuses associations d'aide à la création d'entreprise, comme l'Adie ou Initiative France, sont nées à ce moment-là »*. Pour sa part, France Active a choisi d'accorder sa confiance aux créateurs en garantissant leur emprunt bancaire.

Progressivement, le réseau a mobilisé différents acteurs et s'est implanté dans l'ensemble du territoire national, en mettant l'accent sur des zones où le taux de chômage des jeunes dépasse 25 %, comme dans les Quartiers Politique de la Ville des Hauts-de-France ou en Occitanie. Et la graine, une fois semée, a germé.

Entrepreneuriat et engagement, le duo idéal

L'objet social de France Active, avant tout, c'est l'emploi. Mais il y a deux ans et demi, le réseau a refondé son projet stratégique avec comme objectif : aller encore plus loin.

Car si le couple chômeur –

créateur d'entreprise offre un bel impact sociétal, pour Alban Martinat, « *il n'est pas nécessairement transformatif. Alors qu'avec l'Économie Sociale et Solidaire, là, on fait bouger les lignes.* »

Entreprises d'insertion, monde coopératif, ancrage territorial... France Active a choisi de soutenir avant tout des projets qui ont du sens : « *Un boulanger par exemple, peut commencer de manière classique. Puis, au bout de deux ou trois ans, se mettre à se fournir en circuit court, passer au bio ou créer une boulangerie d'insertion.* ». France Active croit beaucoup à ce chemin d'engagement et, dès que cela est possible, incite les entrepreneurs à l'emprunter. Peu à peu, selon le responsable du mécénat, « *c'est une véritable communauté d'entrepreneurs engagés qui se constitue* ». Une communauté de sensibilités proches, qui peuvent ainsi se relier et s'entraider.

En parallèle, France Active a senti monter une lame de fond dans la société française. Une envie, de plus en plus forte qui émane de la jeunesse : entreprendre, créer son propre emploi et pour certains même, réaliser un rêve. Selon Alban Martinat, « *À moins de 26 ans, la plupart des jeunes n'ont jamais*

vu la couleur d'un CDI. S'ils échouent, ils peuvent tenter autre chose ou intégrer le marché professionnel classique, où leur expérience et leur force de travail sont d'une grande valeur ». De plus, « *leur capacité à rebondir est incroyable* ». Incroyable, mais pas toujours nécessaire, car quatre entreprises accompagnées sur cinq se pérennisent. Grâce à l'investissement d'un philanthrope en 2011, France Active a alors mené une expérimentation à destination des jeunes de moins de 25 ans. Les équipes sont allées à la rencontre de leurs partenaires pour identifier les besoins, qui préexistent à la création d'entreprise. À partir du terrain, elles ont ainsi défini leur méthodologie et se sont lancées à l'assaut de la jeunesse. Un an après, un programme est né : CAP'Jeunes.

CAP'Jeunes : une véritable boîte à outil

D'abord, il y a un produit d'appel. Un produit, qui rend un sacré service aux jeunes entrepreneurs : une prime de 2 000 euros, pour se lancer. Même si cela n'est pas officiel, en général, les banques ne prêtent que lorsque le projet dispose d'au moins 20 % de fonds propres. Or, pour le

responsable du mécénat, « en moyenne, les jeunes ont seulement 2 à 3 000 euros pour démarrer un projet, sur un budget global de 30 à 40 000 euros ». La prime représente alors ce coup de pouce essentiel, qui leur permet de passer de 15 à 20 % de fonds propres, et ainsi, d'obtenir le crédit, garanti par France Active.

Mais au-delà de ces aspects techniques, la vraie valeur ajoutée de CAP'Jeunes réside dans l'accompagnement, dont le réseau a fait sa spécialité. Des chargés de mission répartis dans 42 associations territoriales membres du mouvement de France Active dédient en moyenne dix à quinze heures au suivi d'un projet. Ils mettent à disposition une boîte à outils qui donne confiance et sécurise le jeune : jeu de rôle sur la manière d'appréhender un banquier, travail sur le plan de financement, les besoins en fond de roulement, la trésorerie, etc. Pour Alban Martinat, « les banques nous envoient de nombreux futurs créateurs. On les accompagne et on leur permet de se lancer dans les meilleures conditions, tout en maximisant leur impact social. ».

Une grande diversité d'initiatives

En général, l'ancrage territorial des projets portés par les jeunes est très fort. Parce que cela a du sens et qu'il répond à des besoins ou des problématiques concrètes sur les territoires. C'est le cas par exemple de la Vracmobile, qui sillonne les routes entre le Pays Basque et les Landes ou de cette épicerie multiservices, dépôt de pain et relais colis, qu'une jeune picarde a monté dans son village de 400 habitants qui, grâce à elle, a ainsi pu voir ressusciter son dernier commerce, lieu de rencontre et de partage. Entreprise de couches lavables, de mobilier design, d'accessoires pour enfants ou de conserves, salon de coiffure, ferme biologique, plateforme d'achat responsable ou de financement participatif... La diversité des exemples ne manque pas et se fait le reflet de la force créatrice de la jeunesse. Une force, dans laquelle la Fondation AG2R LA MONDIALE a toujours cru et pour laquelle elle se mobilise. Cette dernière s'est ainsi engagée à soutenir le programme CAP'Jeunes durant 6 ans, à raison de 11 jeunes par an. Un engagement qui, au démarrage d'un projet, pour Alban Martinat, « est déterminant ».

D'autres fondations d'entreprises ont ensuite rejoint le mouvement comme celles de Carrefour ou d'EDF. La Fondation AG2R LA MONDIALE a ainsi fait figure de pionnier sur le programme. Pour le responsable du mécénat, « *cet engagement est à l'opposé de ce que l'on vit et partage généralement aujourd'hui : il permet de donner du temps long.* » Un temps précieux qui a permis, pour le seul soutien de la Fondation AG2R LA MONDIALE, de créer 140 emplois pour un potentiel de 12 millions d'euros de chiffre d'affaires sur les territoires.

Et maintenant ?

Depuis son lancement en 2012, plus de 2 000 jeunes ont bénéficié du programme CAP'Jeunes. Chaque très petite entreprise (TPE) représentant environ 2,14 emplois à 3 ans, pour un chiffre d'affaires moyen de 195 000 euros, environ 5 000 emplois ont ainsi été créés ou consolidés. C'est un beau bilan pour le réseau, d'autant plus que les deux tiers des lauréats avaient le BAC comme diplôme le plus élevé et que 90 % d'entre eux étaient chercheurs d'emploi au moment de la création.

Aujourd'hui, France Active réfléchit à faire évoluer son programme. De nouveau.

Encore et toujours. Ne sachant rester statique, le réseau explore différentes pistes qui permettraient de renforcer la notion de communauté, comme par exemple une prime qui ne serait pas automatique, mais pourrait aller se chercher sur le modèle de la finance participative.

Et, bien sûr, continuer l'accompagnement, une des clefs de la réussite du programme qui explique, peut-être, que 80 % des projets soutenus par CAP'Jeunes sont pérennisés à 3 ans, ce qui est au-delà des statistiques nationales et qui rend Alban Martinat et ses collègues particulièrement « *fiers de ce que l'on fait* ».

Pour en savoir plus sur France Active et le programme CAP'Jeunes

Tour Cityscope

3, rue Franklin

93 100 Montreuil

01 53 24 26 26

contact@franceactive.org

<https://www.franceactive.org>

Diane Scemama

Co-fondatrice de Dreamact



L'idée de Dreamact nous est venue il y a quatre ans alors qu'avec Claire Chouraqui, mon associée, nous étions en train de terminer nos études. Je revenais tout juste d'une expérience marquante en Inde, où j'avais aidé des femmes à monter des micro-projets d'entrepreneuriat social dans leurs villages. Claire, elle, rentrait d'un projet similaire au Pérou.

À notre retour, nous constatons un fort décalage entre nos aspirations et nos actes quotidiens de consommation. Une question nous taraudait : comment faire en sorte que nos achats respectent les valeurs d'écologie et de citoyenneté auxquelles nous tenions ? Ce questionnement s'étant transformé en véritable défi, pendant un an, nous sommes

parties à la rencontre de marques qui correspondaient à nos exigences. Toutes disaient se sentir isolées, manquer de visibilité et de relais de distribution. Nous avons alors eu envie de combler ces manques. En 2016, nous avons créé un premier site web pensé comme un guide de la ville : un partage de bonnes adresses pour consommer mieux, à côté de chez soi. En un an, en parallèle de notre travail, nous avons rencontré plus de 350 marques. Le discours était inlassablement le même : il leur manquait des relais de distribution. Notamment en ligne, ce qui demande un investissement et un savoir-faire conséquents. C'est alors qu'avec Claire, nous avons décidé de quitter notre emploi et de nous lancer dans la création de la première Marketplace dédiée aux marques éthiques : Dreamact. La rencontre avec France Active et le programme CAP'Jeunes a alors été décisive, car ils ont été les premiers à croire en notre projet. Les gens s'imaginent que lancer une boutique en ligne est quelque chose de facile mais en réalité, c'est comme ouvrir un magasin dans une rue non passante : aller chercher des clients et des investisseurs demande un vrai effort humain et financier. France Active nous a aidées à

boucler notre business plan, nous a accordé une prime CAP'Jeunes et a garanti l'emprunt bancaire assorti. Ça y est, nous étions lancées !

Aujourd'hui, Dreamact fait vivre 15 salariés et distribue 500 marques de mode éthique, de cosmétiques et soins naturels, de jouets pour enfants, de décoration, etc. Pour les 100 000 utilisateurs qui visitent mensuellement notre site internet, nous partageons également des articles engagés pour une consommation responsable. En 2018, nous avons développé une deuxième offre pour les professionnels, composée d'objets publicitaires, de produits pour le bureau, de textiles et objets de communication personnalisés... Plus de 300 clients ont déjà choisi de nous suivre. Actuellement, nous réfléchissons également à l'idée de lancer une offre logistique écoresponsable, qui nous permette de stocker et expédier les produits, pour le compte de nos marques. Les perspectives de développement de manquent pas. Dreamact est en plein essor et nous n'avons de cesse de chercher à faire grandir notre projet.

Pour en savoir plus sur Dreamact, la 1^{ère} market place dédiée aux marques éthiques

<https://dreamact.eu/fr>

Et sa déclinaison pour les professionnels :

<https://dreamact-pro.eu>

Léa et Océane

Fondatrices de la Vrac Mobile



©J.L. Chaulet

Il y a quelques années, nous travaillions toutes deux à Surfrider Foundation Europe, une ONG de protection des océans. Notre collègue Jeremy Pichon¹ entamait alors une démarche zéro déchet avec sa famille. Aux pauses café, nous échangeons sur le sujet et un jour, nous aussi, nous y sommes mises. Alors que notre contrat de travail prenait fin, nous avons décidé d'aller encore plus loin et d'aligner notre activité professionnelle avec nos valeurs personnelles. Au début des années 2010, trouver des produits qui soient à la fois sains, locaux et avec une empreinte minimale en termes de déchet, était quasiment impossible. Dans les magasins bio, les produits étaient suremballés et souvent, provenaient de l'autre bout de la terre.

Et dans les réseaux vrac, nous n'étions pas satisfaites de la qualité des produits. Il y avait là quelque chose à inventer. Nous nous sommes alors lancées dans la création d'une épicerie ambulante qui allie ces trois objectifs : bio, local et en vrac. Nous étions seulement la troisième en France. Grâce à l'accompagnement du programme CAP'Jeunes de France Active, nous avons pu finaliser le montage financier du dossier. Le fait d'être soutenues par un professionnel reconnu pour son sérieux a transformé la relation avec le banquier et nous a permis d'obtenir de quoi démarrer. En juillet 2016, la Vrac Mobile était née. Depuis, nous sillonnons les routes basco-landaises, en proposant à nos clients des produits éthiques, que nous vendons dans notre camion, entièrement aménagé en bois et sur mesure. Nous aimons les lieux vivants, où l'on prend le temps de rencontrer les gens et de promouvoir notre démarche. Nous nous rendons alors sur les marchés, ainsi que dans des lieux stratégiques, comme par exemple à la sortie des bureaux d'une grosse entreprise de 200 salariés.

Nous nous positionnons en complément de producteurs locaux de produits frais (fruits et légumes, fromages, viande, etc.) et proposons principalement de l'épicerie sèche (riz, farine, pâtes, café, huile, etc.), des ingrédients pour le ménage (savon noir, bicarbonate, vinaigre blanc, etc.), ainsi que des produits de beauté et d'hygiène. De 70 références au commencement, nous sommes aujourd'hui passées à plus de 280.

Pour aller encore plus loin, en juin 2018, nous avons ouvert une boutique en ligne qui permet d'améliorer la visibilité de nos produits et d'expliquer leur mode d'emploi à nos clients. Cette année, nous avons également ouvert un stand de 9m² dans les halles semi-couvertes de Cap Breton. Avec la Vrac Mobile, nous souhaitons vivre dignement, à deux, d'une entreprise que nous aurions entièrement créée, autour des valeurs auxquelles nous tenons. Et nous sommes bel et bien en train d'y parvenir !

Pour en savoir plus
sur la vracmobile

<https://www.vrac-mobile.com>

¹ Après avoir écrit un ouvrage de référence sur le zéro déchet, Jérémy Pichon est conférencier et anime un blog sur le sujet : <https://www.famillezerodechet.com>

Aurélie Guérin

Accompagnatrice en création d'entreprise



Depuis 8 ans, Aurélie Guérin est chargée de mission pour France Active. Ambassadrice du programme CAP'Jeunes en Auvergne, territoire marqué aux deux tiers par une zone de revitalisation rurale, elle accompagne les créateurs d'entreprises dans leurs projets. Ce qu'elle aime chez les plus jeunes c'est que souvent, *« ils ont des idées innovantes, qui sortent du lot et osent des marchés différents »*. Comme ce jeune homme qui propose de la conception 3D pour tout type d'entreprises. Lorsque le créateur arrive dans son bureau pour la première fois, en général, son projet est déjà bien avancé.

S'il n'a pas finalisé son business plan, à minima, il connaît le budget prévisionnel. Le premier entretien dure alors entre une heure et demi et deux heures, un temps précieux durant lequel un point global est effectué : *« Nous regardons son parcours, son idée, ce qu'il veut faire exactement, mais aussi les partenaires qu'il souhaite mobiliser, les clients, les fournisseurs, etc. et enfin, les prévisions financières »*. Aurélie les prépare ensuite pour démarcher les organismes financeurs, avec lesquels elle assure le lien. Parfois, l'accompagnement va encore un peu plus loin, comme cela a été le cas avec notre concepteur 3D qui, n'étant pas très à l'aise à l'oral, avait besoin d'aide pour présenter son projet. Une fois l'entreprise créée, l'ambassadrice s'assure aussi que le lancement se passe bien. C'est là toute la richesse du programme CAP'Jeunes. Au-delà de la subvention de 2 000 € et de la garantie du financement, l'accompagnement personnalisé constitue un véritable coup de pouce

pour les porteurs de projet :
« Il arrive que ces derniers sortent tout juste de l'école. Sans réelle expérience du monde du travail, ils en ont particulièrement besoin pour se lancer. »

Dans le cadre de son métier, Aurélie rencontre des profils de personnes très différents dans une région qui, selon elle, est particulièrement dynamique :

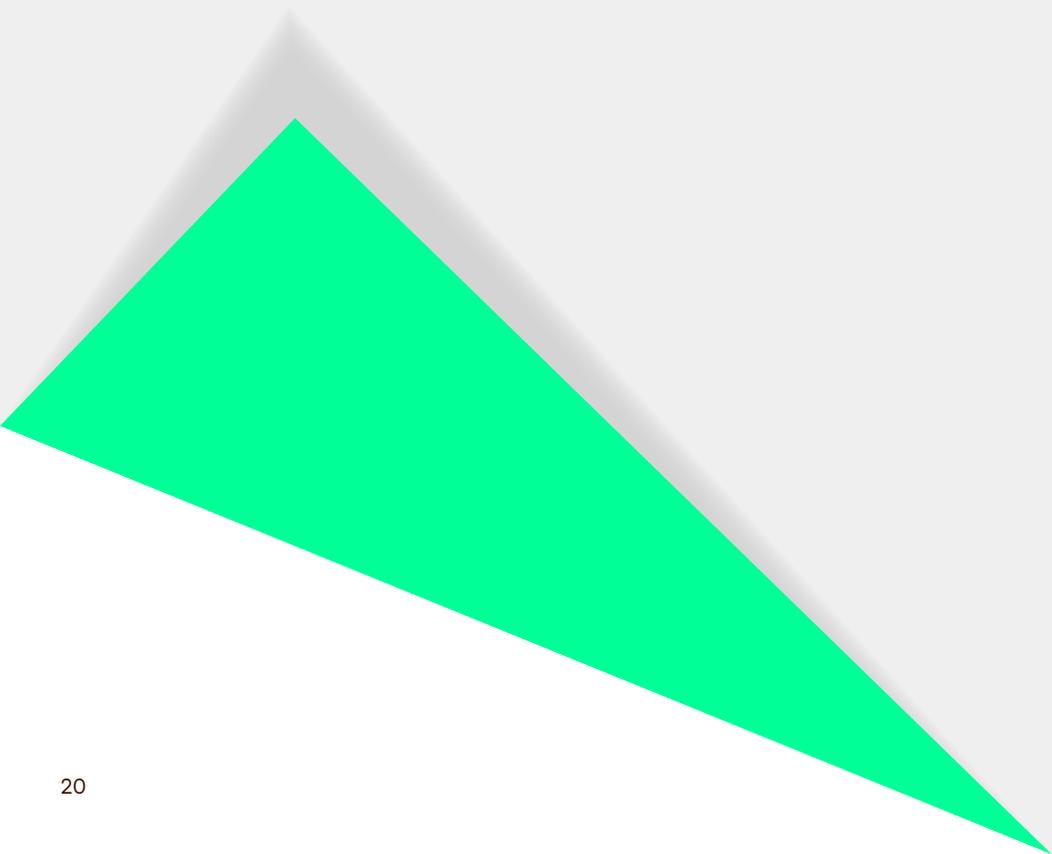
« l'entrepreneuriat des jeunes de moins de 30 ans représente ici 25 % des 200 dossiers financés chaque année ». Elle y voit fleurir des idées véritablement innovantes et responsables, qui sont le signe que les mentalités évoluent : *« Même dans des corps de métiers plus classiques, comme la restauration, on voit que les préoccupations ne sont plus les mêmes. »*

Là où il y a quelques années encore, l'entrepreneur ne se posait pas de questions, la nouvelle génération veut faire les choses bien.

Circuits courts, produits locaux et biologiques, réutilisation et recyclage... C'est ainsi qu'une créatrice de tisanes biologiques met tout en œuvre pour

s'approvisionner auprès de fournisseurs locaux et bio ou qu'un paysagiste souhaite éviter nuisances sonores et pollution, en investissant dans du matériel électrique plutôt que thermique. Pour Aurélie, *« un nouvel état d'esprit guide les entrepreneurs d'aujourd'hui ».* Un état d'esprit fondateur d'un monde nouveau.

Les expérimenta- tions



L'Institut Bertrand Schwartz, pour et avec les jeunes

Avec le soutien de :

UDES

VOX

Le Réseau
des Missions
Locales

Le Réseau
des Missions
Locales



En 1981 Pierre Mauroy, alors Premier ministre, confie à Bertrand Schwartz une mission sur l'insertion sociale et professionnelle des jeunes. Cette dernière donna lieu à un rapport de référence, ainsi qu'à la création, en 1982, des Missions Locales. Depuis 2012, l'Institut Bertrand Schwartz prolonge cet engagement, sous le signe d'une plus grande proximité avec la jeunesse.

Dans son rapport de 1981, Bertrand Schwartz posa les bases de nouvelles orientations politiques et sociales pour la France. Son diagnostic était clair : pour favoriser l'insertion des jeunes, une plus grande proximité était nécessaire. Il préconisa alors une approche globale, impliquant tous les partenaires sociaux (État, entreprises, syndicats, collectivités territoriales, associations, etc.), ainsi qu'une transformation des modes d'action publique. Il imagina également un outil de proximité ayant pour tâche d'accueillir, d'orienter et de maintenir les liens entre organismes de formation et entreprises : les Missions Locales. Après 30 années d'expériences, l'Union Nationale des Missions Locales a souhaité créer un espace dédié à la capitalisation de son savoir-faire. En 2012, voilà qui est fait, l'Institut Bertrand

Schwartz est né. Pour Claire Fabre, qui a mené la phase de préfiguration, ce dernier répond en premier lieu à « *un besoin de renouvellement de l'écoute et de l'accompagnement global, mené pour et avec les jeunes* ». L'ambition est de taille : contribuer à la réflexion des décideurs et des acteurs des politiques publiques, afin de faire évoluer leur représentation de la jeunesse et d'ajuster les pratiques à leurs préoccupations.

Une approche spécifique : la recherche-action collective

L'évolution des politiques publiques depuis 30 ans a mis l'accent sur la mise en œuvre de dispositifs préalablement définis, et auxquels les jeunes adhèrent... ou pas. Pour développer une confiance durable avec la jeunesse, l'Institut Bertrand Schwartz préconise plutôt la démarche inverse, à savoir favoriser l'innovation des jeunes, motiver leur participation à l'élaboration des projets qui les concernent.

Cette approche s'incarne dans le déploiement d'actions territoriales innovantes, appelées recherches-actions collectives. Pour Claire Fabre, « *la dimension collective est fondamentale et mobilise tout le monde : des jeunes au conseil d'administration, en passant par les acteurs des*

champs économique, social et institutionnel ».

Animées au niveau national, les recherches-actions collectives se déclinent ensuite en projets locaux innovants, où les Missions Locales se réapproprient la manière dont elles souhaitent redonner la parole aux jeunes. L'idée est que ces derniers ne subissent pas les dispositifs, mais deviennent acteurs de leurs projets. Une dimension essentielle, qui permet d'améliorer leur autonomie et, par voie de conséquence, leur accès à l'emploi.

À Salon-de-Provence par exemple, la Mission Locale a formé des jeunes à l'usage de caméras, qu'ils ont utilisées pour interviewer des employeurs. Pour Claire Fabre, *« le fait que les jeunes sortent de la position de demandeur pour entrer dans une démarche projet, ça change tout »*.

Un soutien fondamental

Quand la Fondation AG2R LA MONDIALE a été sollicitée, l'Institut Bertrand Schwartz en était encore au stade de projet. Grâce à son soutien, la démarche a pu être amorcée et développée. *« Sans elle, tout ce dont nous parlons ici n'aurait tout simplement pas pu exister »*. Claire Fabre se souvient de l'accueil enthousiaste que la

Fondation AG2R LA MONDIALE a réservé à l'idée d'inciter les jeunes à créer par eux-mêmes. Cette dynamique a non seulement transformé les jeunes, mais aussi les professionnels en charge de les accompagner. C'est ce dont témoigne Cécile Creuze, de la Mission Locale Nord Essonne : *« Dans cet espace de réflexion et d'action collective, tout le monde est valorisé. Les jeunes, comme les professionnels. Les cases disparaissent, le rapport est plus égalitaire et chacun retrouve son pouvoir d'agir »*.

La Fondation AG2R LA MONDIALE, Cécile Creuze la connaît bien aussi car sans elle, le projet de web radio nationale qu'elle coordonne n'aurait pu voir le jour. En 2015 en effet, ce projet emblématique de l'Institut Bertrand Schwartz a obtenu le prix de la fondation AG2R LA MONDIALE, dans la catégorie économie sociale et solidaire : *« Coopérer pour entreprendre »*.

Radio Actif, place à la jeunesse

Radio Actif est une web radio nationale, créée à partir de web radios locales. Avec une grille de programmes partagée et une ligne éditoriale co-construite, elle est un véritable projet participatif, qui représente à la fois un espace favorisant l'expression des jeunes, un outil d'insertion sociale et un média

générateur d'apprentissages mutuels.

Après l'obtention du prix, la ligne éditoriale et la charte ont été définies, un premier site a été réalisé et les premières émissions communes diffusées. Aujourd'hui, plusieurs centaines de jeunes produisent chaque année plus de 300 émissions locales et une dizaine d'émissions collectives. Plusieurs fois par an les équipes se rassemblent à la Maison de la Radio¹, à l'École Nouvelle de la Citoyenneté², ou sur les territoires. Pour Cécile Creuze, *« ces rencontres sont indispensables, car elles permettent de construire le collectif, de prendre des décisions ensemble, de leur donner du sens et ainsi, de perpétuer la dynamique »*. L'originalité de Radio Actif vient de la place prépondérante qu'occupent les jeunes dans son fonctionnement. Alors qu'ils sont souvent absents de l'espace public, elle représente un espace de socialisation et de mixité qui, pour Claire Fabre, *« produit un changement de regard sur les jeunes et leur place dans la société »*.

Aujourd'hui, Radio Actif cherche de nouveaux partenaires pour renforcer la coordination nationale et développer de nouvelles web radios locales. La responsable de l'Institut

Bertrand Schwartz caresse l'espoir que *« l'idée de donner la parole aux jeunes vienne irriguer l'ensemble des projets sur les territoires. Que cela devienne une posture, qui transforme les rapports et aide les Missions Locales à appliquer autrement leur mission de service public »*.

Pour en savoir plus
Sur l'Institut Bertrand Schwartz
3, rue de Metz
75 010 Paris
01 75 43 32 32
contact@institut-bs.org
<https://www.institutbertrandschwartz.org>

Sur l'Union Nationale des Missions Locales
<https://www.unml.info>

Sur la Webradio participative Radioactif
<http://radio-actif.fr>

Sur le réseau « Arrêtez de nous mettre dans vos cases ! »
Vidéo réalisée pour les 5 ans du collectif :
<https://www.youtube.com/watch?v=5fb7M5NiA-M>

¹ <https://www.maisondelaradio.fr>

² <https://www.encit.org>

Arrêtez de nous mettre dans vos cases !

« Nous sommes des jeunes issus des Missions Locales dans toute leur diversité. Nous venons des quatre coins de la France et nous sommes tous engagés dans des actions collectives dans notre région, notre ville ou notre quartier. Aujourd'hui, nous nous organisons en réseau pour faire entendre notre voix. » Une voix, qui crie haut et fort : *« Arrêtez de nous mettre dans vos cases ! »*. L'histoire commence fin 2012 à Lille, aux 30 ans des Missions Locales. Des jeunes déjà impliqués sur leur territoire ressentent une force dans le fait de se réunir. Une force et une envie : agir ensemble. Pour Claire Fabre, responsable de l'Institut Bertrand Schwartz, *« contrairement aux idées reçues sur une jeunesse soi-disant désabusée, lorsque les conditions sont bonnes, elle prend la parole »*. Et c'est exactement ce qu'il se passa.

L'Institut Bertrand Schwartz a créé les conditions d'une aventure collective, dont les jeunes se sont saisis pour dénoncer les problèmes de discrimination. Moins de 26 ans, jeunes de quartier, seniors, ruraux, chefs d'entreprises, bobos... Autant d'étiquettes à bannir pour enfin, comme clamé dans la vidéo réalisée pour les 5 ans du collectif : *« construire l'avenir ensemble »*. Sept ans après, d'autres jeunes ont pris le relais et se sont appropriés à leur manière les actions à mener. C'est ainsi qu'à Dijon est née la Coursopapiers, un jeu d'accès à l'information sur tous les aspects administratifs de la vie quotidienne : droits, citoyenneté, recherche d'emploi, monde de l'entreprise, impôts, etc. Alors que ce dernier a été officiellement lancé à Montpellier en mai 2019, Claire Fabre aime observer *« les différentes formes que prend l'expression des jeunes au fur et à mesure que les années passent »*. C'est comme dans la vie, ça évolue tout le temps.

Alison Vaubois

Animatrice Radio Active à la Mission Locale de Blois



©Droits réservés

Lorsque j'avais 17 ans et que j'étais en première, j'ai décidé d'arrêter le lycée. Je ne m'y retrouvais plus et n'arrivais même plus à retourner en cours. J'étais en échec scolaire et, en même temps, dans le déni. Parce que mon frère et ma sœur étaient déjà inscrits à la Mission Locale de Blois, je me suis adressée à elle.

J'ai alors pu élaborer mon projet professionnel et décrocher un CDD, en tant qu'animatrice périscolaire.

Depuis toute petite, j'aime l'animation. J'ai pu voir ma mère à l'œuvre, en tant qu'assistante maternelle, et cela m'a toujours plu.

Mon conseiller de la Mission Locale m'a alors proposé d'effectuer un service civique à la Mission Locale de Blois,

car ils avaient besoin de quelqu'un pour l'animation de la web radio locale. En décembre 2017, c'est une nouvelle aventure qui a commencé. Au début, c'était difficile. D'un naturel timide et réservé, dès qu'il s'agissait de parler en public, je rougissais. Puis, peu à peu, ça s'est transformé. Je me suis sentie de plus en plus à l'aise et maintenant, c'est même devenu une source d'épanouissement. Derrière un micro, j'oublie tout. C'est comme une passion, qui m'a apporté la confiance en moi qui me manquait. J'aime aussi le fait de regrouper d'autres jeunes, de les aider à s'exprimer, à faire partager ce qu'ils font. Aujourd'hui, mon service civique est terminé, mais la Mission Locale m'a engagée en contrat professionnel. En parallèle, j'effectue une formation dans l'animation sociale : le BP Jeps¹, un diplôme d'état du niveau baccalauréat, qui va me permettre d'obtenir une qualification.

Avec Radio Actif, j'ai participé aux différents regroupements et me suis rendue à la Maison de la Radio à Paris. Les 9 et 10 mai 2019, nous avons participé aux rencontres

¹ Brevet Professionnel de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et du Sport

nationales à Montpellier. Avec deux autres collectifs, nous avons couvert l'événement en direct, interviewant les gens et documentant la journée. C'était une grande émission, que nous avons diffusé le 14 mai 2019.

Depuis un an et demi, la Mission Locale m'accompagne dans toutes les étapes de mon parcours : du suivi psychologique dont j'ai eu besoin au début, au développement de mon projet professionnel. Ma tutrice m'a même accompagnée à l'entretien pour ma formation car elle savait que toute seule, je n'y serai pas allée. J'ai ainsi pris le train, pour la première fois de ma vie.

Aujourd'hui, j'ai 18 ans. Moi qui ne savais pas vraiment ce que je voulais faire, je me suis découverte une vocation pour l'éducation populaire. Par la suite, j'aimerais reprendre des études pour devenir éducatrice spécialisée et peut-être même, plus tard encore, être conseillère en insertion professionnelle.

Ce que les personnes de la Mission Locale m'ont apporté a suscité en moi une vocation. J'aimerais faire la même chose pour les autres. Leur être utile, leur redonner le sourire... Ça fait tellement de bien quand ça se produit.

Jean-Charles de Fouchier

Administrateur de la Fondation



Quel est votre lien à la Fondation AG2R LA MONDIALE et, plus particulièrement, avec la thématique de l'entrepreneuriat des jeunes ?

J'ai intégré le monde paritaire il y a 14 ans maintenant en m'impliquant chez Prémalliance, une institution de retraite et de prévoyance qui depuis, a fusionné avec AG2R LA MONDIALE.

J'étais alors un DRH de 40 ans qui venait de basculer dans l'entrepreneuriat. Le fait de quitter le monde du salariat pour développer ma propre activité de conseil en recrutement et en ressources humaines m'a rendu très sensible à la thématique de l'entrepreneuriat des jeunes et, plus largement, à celle du développement d'emplois.

Aujourd'hui, je siège au Conseil

d'administration et au Comité scientifique et d'orientation de la Fondation AG2R LA MONDIALE. En parallèle, je suis le leader jardinier d'un réseau qui compte plus de 20 plantations, pour une trentaine de consultants experts en ressources humaines. Le terme de leader jardinier me semble bien correspondre à la révolution managériale que nous sommes en train de vivre. De nos jours en effet, nous n'attendons plus du manager qu'il prévoit, organise et contrôle tout, mais plutôt qu'il donne le sens, élabore la vision et crée un cadre dans lequel les personnes vont ensuite pouvoir développer leur activité en toute autonomie. Le manager d'aujourd'hui est au service de ses équipes, et non pas l'inverse.

Cette révolution dont vous parlez, permet aux travailleurs d'être actifs dans l'élaboration des projets qui les concernent. N'est-ce pas le même esprit qui anime les recherches-actions portées par l'Institut Bertrand Schwartz (voir page 23) ?

Tout à fait. On touche là au cœur de l'évolution sociétale actuelle, que l'Institut Bertrand Schwartz a très bien compris : les jeunes ont envie d'être partie prenante de tout ce qui les concerne. On pourrait presque dire qu'ils font partie de la génération co-working, covoiturage,

collocation... Celle qui aura le plus besoin de déployer de l'intelligence collective. Cette approche de l'Institut Bertrand Schwartz, qui consiste à ce que les jeunes passent d'un statut de bénéficiaire à celui de co-acteur, me paraît indispensable par les temps qui courent. Non seulement, cela permet à ceux qui gèrent la politique de l'emploi d'être plus en lien avec les bénéficiaires qui, de leur côté, s'impliquent aussi dans le processus. Cela crée une vision commune selon laquelle tout le monde œuvre, ensemble, pour le retour à l'emploi. C'est là quelque chose qui me semble fondamental.

Selon France Active, qui porte le projet Cap'Jeunes (voir page 11), de plus en plus de jeunes entrepreneurs se dirigent vers des activités solidaires et écologiques. Une dynamique nouvelle ne serait-elle pas en train de naître ?

On assiste en effet à une véritable évolution des mentalités, qui m'enthousiasme franchement. Dans notre société, on sent de plus en plus monter des aspirations profondes à la liberté, à l'autonomie, à la prise en charge par soi-même de son avenir, etc. Et, il nous faut le prendre en considération. Car c'est en étant acteurs de projets qui ont du sens, que les

personnes prennent le plus de plaisir à ce qu'elles font. Les jeunes d'aujourd'hui ont soif de ce bien commun, pour lequel la Fondation AG2R LA MONDIALE œuvre d'arrache-pied, notamment en soutenant l'innovation et l'autonomie. Cet élan des nouvelles générations pour les domaines de l'environnement, de la lutte contre la pauvreté, de la création du lien social, etc. est une incroyable opportunité de cohésion sociale. Le monde économique a besoin de ces jeunes entrepreneurs qui agissent pour l'œuvre commune et qui contribuent à mettre ces sujets essentiels au cœur de toutes les organisations. Cela participe fortement à la révolution managériale dont je parlais tout à l'heure. La question maintenant est de savoir comment on transforme nos modes de fonctionnement et d'organisation pour donner une réponse à ces aspirations. Les entreprises qui ne feront pas ce chemin seront handicapées, car elles se priveront des très nombreuses personnes compétentes qui ne sont pas prêtes à accepter n'importe quoi en termes d'organisation du travail, comme de finalité.

Les Fabriques du Monde Rural du MRJC



Face à la désertification des zones rurales, au manque d'accès à l'emploi, à la formation, aux services et aux loisirs, des jeunes se prennent en main. Sous l'impulsion du Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne, ils créent les Fabriques du Monde Rural, des lieux dédiés à l'animation et au développement de nos campagnes.

« Nous sommes une vieille association de jeunes ».
En quelques mots Gabrielle Beyl, directrice adjointe du Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne (MRJC), résume plus de 90 années d'existence au service de la jeunesse. Fondé en 1929 sous le nom de Jeunesse Agricole Catholique (JAC), ce mouvement d'éducation populaire a été créé par les jeunes, pour les jeunes. Plus de 7 000 d'entre eux, âgés de 15 à 30 ans sans distinction de genre, d'origine ou de religion, forment aujourd'hui quelques 250 équipes qui font vivre leurs projets dans plus de 60 départements français. Au départ, il était question d'améliorer les conditions de vie difficiles des jeunes paysans du début du XX^e siècle. Puis, face à l'évolution du monde et la désertification des campagnes qui sévissait dans les années

1960, le Mouvement s'est peu à peu ouvert à l'ensemble de la jeunesse des territoires ruraux. Depuis 1963, il a pris le nom de MRJC et propose des activités d'animation et de formation, des séjours éducatifs, des échanges internationaux ou encore des projets d'installation agricole... Autant d'expériences d'engagement et de citoyenneté qui, selon Gabrielle Beyl : *« chaque décennie se réinvente. »*

C'est ainsi qu'au début des années 2010, le MRJC a décidé de rebattre les cartes à nouveau pour réfléchir à de nouvelles façons d'incarner l'engagement sur les territoires. À l'époque, l'association était installée dans un hôtel particulier du 17^e arrondissement de Paris, une infrastructure qui n'était plus adaptée à la réalité du Mouvement dont les animateurs étaient répartis sur les territoires. La vente de l'hôtel particulier en 2015 a alors permis à la fois d'installer un nouveau siège à Pantin et d'investir dans la création de lieux structurants, les Fabriques du Monde Rural. Un virage qui répondait alors à un double objectif pour le MRJC : être plus modeste à Paris et plus ambitieux en région.

Un déploiement dans les territoires

Les Fabriques du Monde Rural représentent un axe majeur des orientations du Mouvement pour la période 2014 – 2021. Pilotés par la commission nationale « stratégie économique » composée de membres du conseil d'administration, de salariés du MRJC, ainsi que de bénévoles des sections régionales, ils sont animés localement par des collectifs de jeunes dynamiques et engagés. En 2014, le poste de Gabrielle Beyl a été créé avec l'appui de la Fondation AG2R LA MONDIALE. De Pantin, elle accompagne les projets locaux, capitalise et diffuse les résultats et les enseignements qui lui parviennent du terrain : « *Grâce au soutien de la Fondation AG2R LA MONDIALE, nous avons pu professionnaliser la manière dont nous pouvions accompagner l'émergence des Fabriques du Monde Rural, leur permettant d'obtenir les moyens d'exister dans une cohérence globale* ». En plus du poste de directrice adjointe, un coordinateur a été embauché par le MRJC pour chaque Fabrique, afin de co-construire les projets avec les jeunes du territoire.

D'autres partenaires ont également rejoint le projet : le Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse (FEJ) et la Caisse d'Allocations Familiales (CAF). Pour qu'une Fabrique du Monde Rural puisse voir le jour, plusieurs ingrédients doivent être réunis. Tout d'abord la jeunesse locale doit réaliser une étude de faisabilité, pour s'assurer que les activités imaginées sont bien adaptées au territoire, à ses besoins et à ses manques. Puis, si le MRJC aide à l'acquisition du foncier, chaque Fabrique a pour mission de réfléchir aux ressources qu'elle peut elle-même générer. L'enjeu est double. Il s'agit à la fois de s'engager dans l'achat, l'éventuelle réhabilitation, l'entretien et la gestion d'un lieu, tout en parvenant à faire connaître le projet pour mobiliser les habitants du territoire. Une mission fédératrice et enthousiasmante mais dont la complexité, pour des jeunes qui ont rarement plus de 30 ans, représente un véritable challenge.

Quatre territoires, quatre projets différents

La première Fabrique du Monde Rural a été inaugurée en janvier 2017 dans une grande maison au cœur de l'Oise picarde, où elle incarne un nouvel espace de sociabilité entre les différentes générations.

Elle propose progressivement des activités comme des ateliers de brassage de bière ou de fabrication de fromages, des soirées jeux et chantiers participatifs ou encore, une fois par an, une bourse aux plantes et un marché de Noël. La Fabrique du Monde Rural d'Ansauvillers dispose également d'espaces de travail et d'hébergements destinés aux acteurs locaux.

Depuis l'ouverture de la première Fabrique, les événements se sont rapidement succédés. Entre juillet 2017 et mai 2018, le MRJC a accompagné des groupes de jeunes dans l'acquisition de bâtiments nécessaires au lancement de deux nouveaux projets : la Fabrique du Monde Rural de Combeaufontaine en Haute-Saône et la Fabrique du Monde Rural en Revermont dans l'Ain (voir portraits, pages 37 et 38).

Un quatrième territoire s'est également lancé dans l'aventure avec, cette fois, une configuration légèrement différente : la Creuse. Pour Gabrielle Beyl, *« les enjeux n'y sont pas les mêmes et nous travaillons davantage sur des projets agricoles, d'autonomie et de souveraineté alimentaire »*.

La Fabrique du Monde Rural de la Forêt Belleville, située aux portes du Parc Naturel de Millevaches, travaille avec l'association locale Valorisation Appui Soutien aux Initiatives Jeunes (VASI Jeunes), ainsi que deux GAEC¹ agricoles. Elle propose des activités pédagogiques qui font le lien entre agriculture, alimentation et environnement. Sur une propriété de 17 hectares (4ha de prairies et 13 ha de forêts de feuillus), un bâti traditionnel accueille des groupes et des camps de vacances. De nombreux enfants peuvent ainsi goûter aux joies de la vie à la ferme aux côtés des chèvres, des poules, des vaches et des porcs qui s'y épanouissent.

Faire revivre des collectifs

Le montage de ces quatre projets, sur quatre ans, n'a pas été une mince affaire. Il a fallu trouver du bâti, réfléchir à la manière de garantir l'autonomie des Fabriques, ainsi que leur capacité à générer des ressources propres. La loi NOTRe², survenue en plein milieu de la période, a également porté son lot de bouleversements auxquels il a fallu s'adapter : changements d'interlocuteurs, baisse de budget et retard sur les calendriers des collectivités...

Voilà maintenant cinq ans que le MRJC s'est lancé dans cette toute nouvelle aventure. Une autre façon d'accomplir sa mission, une proposition inédite d'animation et de valorisation des territoires ruraux. Avec le recul, Gabrielle Beyl se dit touchée par la « *capacité qu'ont les jeunes de changer la société en faisant vivre des collectifs. Ils s'installent en agriculture bio, montent des lieux qui créent des transitions, déploient une vraie intelligence collective, dans une énergie partagée et citoyenne* ». De quoi redonner le moral à ceux qui posent encore un regard sombre sur la jeunesse d'aujourd'hui.

Pour en savoir plus

Sur les activités du MRJC

01 48 10 38 30 - mrjc@mrjc.org

<https://www.mrjc.org>

Sur la Fabrique du Monde Rural de Revermont à Simandre-sur-Suran (01)

07 83 29 64 99

fabrique.revermont@mrjc.org

<https://www.mrjc.org/fabriques/fabrique-revermont/>

<https://www.facebook.com/Fabrique-du-Revermont-948333788651172/>

Sur la Fabrique du Monde Rural de Combeaufontaine (70)

09 53 91 17 80 - 06 35 44 70 99

fabrique.combeaufontaine@mrjc.org

<https://www.mrjc.org/fabriques/combeaufontaine/>

<https://www.facebook.com/fmr.combeaufontaine/>

<https://www.facebook.com/fmr.combeaufontaine/>

<https://www.facebook.com/fmr.combeaufontaine/>

Sur la Fabrique du Monde Rural d'Ansauvillers (60)

03 64 20 36 69

fabrique.ansauvillers@mrjc.org

<https://www.mrjc.org/fabriques/ansauvillers/>

<https://www.facebook.com/abriquedumonderuralansauvillers/>

<https://www.facebook.com/abriquedumonderuralansauvillers/>

<https://www.facebook.com/abriquedumonderuralansauvillers/>

Sur la Fabrique du Monde Rural de la Forêt Belleville à Vidailat (23)

05 55 64 94 62 - contact@vasijeunes.fr

[vasijeunes.fr](mailto:contact@vasijeunes.fr)

<https://www.mrjc.org/fabriques/fabrique-du-monde-rural-de-la-foret-belleville/>

<https://www.mrjc.org/fabriques/fabrique-du-monde-rural-de-la-foret-belleville/>

<https://www.vasijeunes.fr>

¹ Un Groupement agricole d'exploitation en commun (GAEC) est une forme juridique de société civile agricole.

² La loi no 2015-991 du 7 août 2015, dite loi NOTRe a proposé une nouvelle organisation territoriale de la République, en renforçant notamment les compétences des régions et des établissements publics de coopération intercommunale.

La Fabrique de Combeaufontaine

Dans le village de Combeaufontaine, en Haute-Saône, une ancienne maison rurale reprend vie sous l'impulsion de la jeunesse locale. Acquis en mai 2018, les 1 000 mètres carrés de vieilles pierres se transforment peu à peu en îlot d'accueil pour une toute nouvelle Fabrique du Monde Rural.

En début d'année 2020, les premiers espaces devraient voir le jour avec, au programme, un café associatif proposant des événements culturels, des ateliers d'échange de savoirs et de savoir-faire, des bureaux partagés et un local dédié exclusivement aux jeunes du territoire. Pour Benjamin Paulon, salarié de la Fabrique, *« c'est quelque chose dont nous avons besoin ici : que les jeunes de tous horizons, qui ne se croisent pas nécessairement en temps normal, puissent se retrouver pour échanger et expérimenter des choses ensemble »*.

Dans un deuxième temps, l'équipe a prévu de rénover la cour intérieure de la bâtisse et de créer un gîte de groupe, ainsi qu'une cuisine professionnelle. Si les travaux sont en cours, la quarantaine de jeunes qui gravite autour du projet n'a pas attendu pour créer une dynamique locale. Ils ont déjà aménagé un jardin en permaculture autour duquel ils organisent différents ateliers et chantiers participatifs : création d'un compost, d'un poulailler et d'espaces potagers, plantation et greffe d'arbres fruitiers, etc. Lors du premier chantier à l'automne 2018 dans les jardins, il y avait une cinquantaine de personnes âgées de 13 à 65 ans. Deux migrants soudanais sont aussi venus partager cette journée avec eux. *« C'était drôlement vivant et cela m'a fait découvrir la force d'un lieu plateforme, un espace où l'on cultive une dynamique collective et intergénérationnelle. »* Une dimension qui, pour Benjamin Paulin, fait particulièrement défaut par les temps qui courent.

Lucile Clair

**de la Fabrique du monde rural
en Revermont**



©Droits réservés

J'ai grandi dans le Revermont à Simandre-sur-Suran¹, où la Fabrique du monde rural a choisi de s'installer. Dans ces contreforts des montagnes du Jura, à 300 mètres d'altitude, il nous faut près de trente minutes de route pour atteindre les infrastructures culturelles de Bourg-en-Bresse. Nos villages n'ont certes ni théâtre ni cinéma, mais ils regorgent d'associations de tous horizons et de nombreux jeunes² prêts à faire vivre le pays !

Je participe aux séjours d'été du MRJC depuis que j'ai l'âge de 14 ans, ainsi qu'aux « projets d'équipe » où, se retrouvant en petits groupes de jeunes, nous organisons de A à Z des projets imaginés et conçus par nous. C'est ainsi que je suis partie deux semaines en Inde en 2015,

à la rencontre de la jeunesse locale, de son mode de vie et de sa culture. Diplômée d'un DUT Gestion Administrative et Commerciale des Organisations (GACO) en juin 2018, le MRJC m'a proposé de prendre le seul poste de salarié de la Fabrique du Revermont ce que, compte tenu de mon passif de militante et d'habitante du territoire, j'ai accepté.

Tout a commencé à l'été 2013, lors d'un camp national organisé par le MRJC dans l'Ain. Cet événement fondateur a regroupé plus de 300 jeunes pendant 15 jours, permettant à un collectif dynamique et engagé de voir le jour. Lorsque le MRJC a fait part de son intention de créer les Fabriques du monde rural, le terreau était mûr et les jeunes mobilisés. Le groupe a commencé par réaliser un diagnostic du territoire, recensant les projets existants, les envies et les besoins de la population. De nombreuses réunions ont été organisées sur différentes thématiques comme la vie associative, l'économie, la culture ou les commerces locaux³.

Puis, nous avons trouvé notre lieu et le hasard a voulu que la Fabrique choisisse une ancienne maison bourgeoise du XIX^e siècle, qui n'était autre

que... ma maison d'enfance ! Depuis son acquisition en juillet 2017, nous travaillons à la réhabilitation de ses 1 000 mètres carrés. Fin 2019, nous aurons fini l'aménagement des bureaux partagés pour les associations, les jeunes entrepreneurs et les porteurs de projets qui en auraient besoin. En 2020, nous devrions disposer d'un espace culturel permettant d'accueillir un bar associatif, des spectacles, des conférences et tout type d'événements utiles au territoire. Enfin en 2021, nous disposerons également d'un gîte d'une capacité de 30 lits, dédié à l'accueil d'événements, de formations, de séminaires, etc. Les travaux sont conséquents, tant en termes de moyens financiers (environ 700 000 euros) que de temps et d'énergie. Pour ce faire, nous sommes soutenus par le MRJC, la Fondation AG2R LA MONDIALE, la Fondation RTE et tissons du lien avec les collectivités locales. Avec la cinquantaine de bénévoles qui fait vivre le projet, nous expérimentons un rêve : celui de rénover et de faire vivre un lieu qui crée du lien entre les personnes d'un même territoire. Quand on se réunit pour savoir de quelle couleur nous allons peindre les volets

et que, trois jours plus tard, nous nous retrouvons à aider un des membres du groupe à déménager on se dit que, même si les travaux ne sont pas encore finis, c'est déjà une réussite, celle de tisser du lien social à travers tout un territoire !

¹ Simandre-sur-Suran (01) est une commune de 677 habitants (en 2016), située dans le département de l'Ain, en région Auvergne-Rhône-Alpes.

² 35% de la population du Revermont avait moins de 29 ans en 2009.

³ Voir le « Livre blanc » rédigé en 2016 sur le site de la Fabrique de monde rural en Remermont.

Programme « Que faire ? » de l'association Le BAL



Tournage du film *Sarah, reviens !* réalisé avec des jeunes d'Ivry-sur-Seine par Fanny Liatard et Jérémy Trouilh, dans le cadre du programme « Que Faire », 2018 ©LE BALMatthieu Samadet

Le BAL des images et de la jeunesse

Et s'il suffisait de donner la parole à la jeunesse pour qu'elle s'en saisisse ? De lui offrir une éducation à l'image pour qu'elle développe un regard conscient et engagé ? C'est le pari lancé en 2016 par l'équipe du BAL au travers de son programme « Que faire ? ». Un bal en images, par et pour les jeunes.

Nous sommes en 2015 après les attentats du Bataclan qui ont secoué Paris et la France entière. Christine Vidal, co-directrice du BAL et Marie Doyon, responsable de la plateforme pédagogique la Fabrique du Regard, assistent à la montée d'un discours fataliste sur les jeunes d'aujourd'hui. Ces derniers sont dits passifs, centrés sur eux-mêmes, passant leur temps sur les réseaux sociaux à se désintéresser de la marche du monde... Pour Marie Doyon, *« cette vision était à l'opposé de ce que nous constatons tous*

les jours sur le terrain ». Avec son équipe, elle a eu envie de montrer qu'il suffisait d'organiser des moments de rencontre, d'échange et de débat, de donner aux jeunes les moyens de s'exprimer pour qu'ils se saisissent des sujets de société et partagent leurs questionnements avec les personnes directement concernées.

C'est ainsi qu'est né le programme « Que Faire ? ». Depuis 2016, il implique des jeunes de Quartiers Politique de la Ville et entend révéler une parole vive, un agir collectif, une nouvelle cartographie mentale des territoires concernés. L'objectif : faire advenir en images des propositions d'actions collectives, qui permettent à leur tour de faire évoluer le regard porté sur ces quartiers et la supposée passivité des jeunes.

Le fruit de 10 années d'expérience

Tout a commencé par la création du BAL en 2005, une association autour de l'image-document cofondée par le célèbre photographe réalisateur, Raymond Depardon et l'ancienne directrice de l'agence Magnum Photos, Diane Dufour. En 2008, la Fabrique du Regard voit le jour. *« À l'heure où tout est*

prétexte à capturer les images et à les diffuser », le BAL a souhaité se doter d'un pôle pédagogique d'éducation au regard pour inviter la jeunesse à « *penser le monde en images* », à « *devenir des regardeurs conscients* ». En 10 ans, plus de 22 000 jeunes ont ainsi collaboré avec 500 artistes invités, impliquant plus de 500 enseignants et membres d'équipes pédagogiques dans quelques 250 quartiers de France.

Puis, en 2010, l'association a ouvert son lieu : un espace d'exposition, d'édition, de réflexion et de pédagogie qui explore l'image contemporaine sous toutes ses formes. Depuis cette ancienne salle de bal parisienne, réhabilitée pour l'occasion, l'équipe poursuit son engagement.

Avec le programme « Que Faire ? », elle souhaite offrir aux jeunes la possibilité de prendre la parole et de la confronter avec celle d'autres personnes. Au travers d'ateliers animés par des artistes de qualité, ils participent alors à la réalisation de court-métrages, où chacun d'entre eux a la possibilité de s'exprimer, de se découvrir de nouvelles capacités et de les mettre en œuvre.

Au plus près du terrain

La Fabrique du Regard s'est donnée trois ans pour explorer vingt territoires, rallier d'autres acteurs du champ culturel et social dans le projet, impliquer des personnes dans son écriture et dans son financement. Pour Marie Doyon, « *nos envies, objectifs et exigences doivent correspondre à un désir présent sur les territoires. Ce n'est pas à nous de l'imposer* ».

Pour réussir l'implantation du programme, l'équipe mène un important travail de terrain : identifier les partenaires, les contacter, leur soumettre le projet, les écouter, s'adapter à chaque cas de figure...

Pour certains, cela demande du temps alors que pour d'autres, ça accroche tout de suite comme à Roubaix par exemple, où le programme a permis la rencontre entre les jeunes du lycée Maxence Van der Meersch et La Condition Publique¹, un lieu culturel qu'ils n'avaient pas l'habitude de fréquenter (voir encadré).

Pour ce travail de longue haleine, la Fabrique du Regard s'appuie sur les délégués des Préfets dédiés à la Politique de la Ville, les académies comme celles de Lille, Lyon, Paris, Versailles ou Créteil, les DRAC², ainsi que d'autres structures

comme l'école d'art et de cinéma Le Fresnoy à Tourcoing³. Partenaire de longue date du BAL, la Fondation AG2R LA MONDIALE s'est tout de suite impliquée dans le projet aux côtés du Commissariat général à l'égalité des territoires et de la Fondation Suez. Pour Marie Doyon, « sa grande finesse d'analyse de nos activités nous a permis de mieux réfléchir le programme, de le pousser encore plus loin ». Aujourd'hui, la Fondation AG2R LA MONDIALE continue d'accompagner le programme « Que Faire ? » sur un autre volet : la diffusion des films.

3 années pour 20 films, 500 jeunes et 20 Quartiers Politique de la Ville

Des courts-métrages ont déjà été réalisés sur des thématiques aussi variées que celles de l'engagement, des stéréotypes, de la peur, de l'espoir, de l'amitié ou encore de la transmission. Ce qui a le plus frappé Marie Doyon, « *c'est le climat de confiance et de tolérance qui a émergé du terrain, la manière dont les jeunes ont développé une vraie écoute, une grande attention à l'autre* ». Là où ils sont habituellement dans une réflexion plutôt individuelle, qu'ils imaginent n'intéresser personne, ils ont

osé parler d'eux et de leurs préoccupations et de se projeter.

Cette parole, le BAL leur offre la possibilité de la partager largement, de la faire rayonner. Les films sont présentés par les jeunes eux-mêmes dans des salles de cinéma ou des lieux culturels du territoire où ils vivent et, à l'issue de la séance, un débat est organisé avec des professionnels comme des architectes, des sociologues, des artistes ou des chercheurs, selon le sujet abordé.

Ce que Marie Doyon retient particulièrement, c'est « *la fierté que ressentent les jeunes d'avoir abouti le projet. Et puis ça marche, les films réalisés par des jeunes, ça intéresse d'autres jeunes !* ».

Si ce n'était pas là un objectif premier du programme, c'est un effet collatéral réjouissant pour l'équipe du BAL : le film *SARAH, REVIENS !* a été programmé par des jeunes dans un festival de court-métrages à Martigues et *LES ESPOIRS*, en Allemagne. Les questions soulevées dans les films continuent ainsi d'alimenter les réflexions d'une jeunesse qui, loin des clichés, ne se désintéresse pas de la chose publique, pour peu qu'on veuille bien s'intéresser à elle... Pari tenu !

Pour en savoir plus
**Sur les activités du BAL
et de sa plateforme
pédagogique La Fabrique du
Regard**

6, impasse de la défense
75018 Paris
+33 (01) 44 70 75 50
www.le-bal.fr

Lieu d'exposition ouvert du
mercredi au dimanche de 12h
à 19h (nocturne le mercredi soir
et lors des soirées BAL LAB
jusqu'à 22h).

Le teaser du programme

« Que faire ? » :

<https://vimeo.com/277989001>

- 1 <https://www.laconditionpublique.com>
- 2 Direction Régionale des Affaires Culturelles,
les DRAC sont des services déconcentrés
du Ministère de la Culture dans chaque
région.
- 3 <https://www.lefresnoy.net/fr>

LES ESPOIRS

Un film réalisé par des lycéen.ne.s de Roubaix avec Daniel Touati

Le film commence le 11 janvier 2018 à Roubaix. Daniel Touati, qui en a orchestré la réalisation, propose à vingt-huit jeunes du lycée Maxence Van der Meersch un espace pour partager leurs craintes et leurs espoirs. Dans cette expérience collective, dont la caméra est le témoin, il est question d'échec scolaire et d'avenir professionnel, de famille, de relation homme-femme ou encore de mort et de vieillesse.

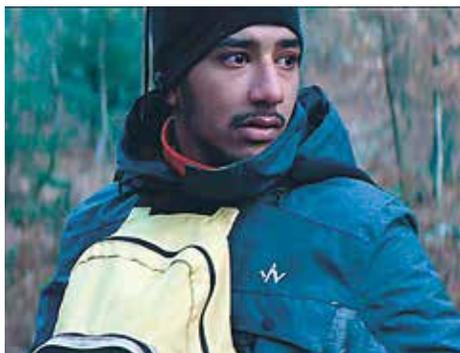
Le court-métrage donne directement la parole aux adolescents. Tour à tour, chacun dans sa singularité, ils expriment librement leurs craintes. Puis, comme pour conjurer le sort, ils décident de s'y confronter, en allant à la rencontre de personnes qui incarnent pour eux « *un modèle de réponse positif* » : un « *self made man* » devenu entrepreneur, l'équipe médicale de soins palliatifs de l'hôpital de Roubaix, les grands-parents d'une jeune du groupe, etc.

Leurs espoirs non plus, ne restent pas lettre morte. Après avoir partagé et écrit leurs rêves pour l'avenir, les lycéens les scellent dans une capsule temporelle sur le toit de La Condition Publique, une ancienne manufacture de Roubaix devenue établissement culturel. Le rendez-vous est pris pour dans 10 ans afin de l'ouvrir, ensemble, et recréer cet intense moment de partage. Des 25 heures d'ateliers animés par le réalisateur Daniel Touati, deux films ont vu le jour : *LES ESPOIRS* (20 mn) et sa version longue *NOS AVENIRS* (55 mn). En mai 2018, la version courte a été projetée à La Condition Publique en présence des jeunes, de leurs familles et plus largement, d'habitants de Roubaix.

De cette expérience Coralie G., une élève du lycée Maxence Van der Meersch, en ressort enrichie et apaisée. En ayant exprimé ses craintes et ses espoirs, en les ayant partagés et dépassés, la jeune adolescente dit avoir changé de regard sur son avenir et se rendre compte que finalement : « *on peut être optimiste* ».

Mimoun El Halba

pour le film **SARAH, REVIENS !**



©Droits réservés

Il y a des années de ça, Jérémy Trouilh et Fanny Liatard sont venus à Ivry-sur-Seine pour un premier projet de film.

Dès leur arrivée, j'ai vu qu'ils ne savaient pas trop comment faire ici, qu'ils n'avaient pas les codes. Je suis allé à leur rencontre pour leur expliquer qu'ils ne devraient pas prendre de photos sans connaître personne, qu'il fallait faire attention. Le lendemain, je leur ai fait découvrir le quartier et rencontrer d'autres jeunes de la cité. Ils m'ont proposé de tourner dans leur court-métrage *Gagarine* et depuis, nous sommes devenus amis.

Quand ils sont revenus pour nous proposer le projet du *BAL*, on a réuni un groupe de jeunes du quartier et nous avons décidé de parler du cyber-

harcèlement. C'est un sujet si vivant et important. L'usage que nous faisons des téléphones, des réseaux sociaux, l'égo des gens qui se montrent dans des vidéos en public... c'est trop ! Quand j'avais 13 ou 14 ans, j'ai eu mon premier téléphone, mais les réseaux sociaux n'existaient pas encore. Même si on savait que ça allait évoluer, on était loin d'imaginer ce que ça allait devenir. D'un côté c'est bien, car ça ouvre des portes mais c'est comme tout, ça dépend de comment on l'utilise. Aujourd'hui, même les plus jeunes sont touchés par les dérives d'Internet. Il faudrait leur enseigner son usage dès le primaire.

Dans *SARAH, REVIENS !*, nous avons choisi de raconter l'histoire d'une adolescente qui s'enfuit dans la forêt après qu'une vidéo d'elle ait circulé sur les réseaux sociaux, provoquant la moquerie des gens du quartier. Ce sont des choses qui peuvent arriver à tout le monde aujourd'hui, en un claquement de doigt. Dans le film, on voit se réveiller un élan de solidarité après sa disparition, comme dans la vraie vie.

Nous avons conçu le scénario tous ensemble, avec ceux qui jouent dedans. Parfois, nous avons dû expliquer aux plus petits qu'ils volaient trop haut dans leur imagination et que tout n'était pas réalisable. Mais ce tournage m'a appris qu'il était possible de

travailler toutes les générations confondues, d'enfants de 11/12 ans jusqu'à des adultes de plus de 50 ans. Ça a été une super expérience, qui nous a beaucoup soudés. Et quand nous avons montré le film au cinéma Le Nouvel Odéon à Paris en octobre 2018, nos parents étaient vraiment fiers de nous.

J'ai 26 ans et je suis boucher. Je travaille depuis que j'ai l'âge de 15 ans. Avec les trois collègues avec lesquels je pars à la recherche de Sarah dans le film, nous avons écrit une série de 10 épisodes qui raconte l'histoire de jeunes qui rêvent de faire du cinéma. La série montrera les difficultés auxquelles ils vont être confrontés, qui sont celles de tous les jeunes d'aujourd'hui. Actuellement, nous sommes en train de tourner le pilote. Dès que nous l'aurons fini, nous l'enverrons à HAUT ET COURT, qui a co-produit SARAH, REVIENS ! avec LE BAL. Ce que nous avons vécu avec le programme « Que faire ? » a été une expérience de fou et maintenant, on peut piocher dedans pour nos futurs projets.

Jérôme Vignon

Administrateur de la Fondation



Quelle est votre implication dans la Fondation AG2R LA MONDIALE et plus particulièrement sur la thématique de l'entrepreneuriat des jeunes ?

Je suis membre du Comité scientifique et d'orientation de la Fondation AG2R LA MONDIALE, qui est en charge d'en définir la vision stratégique et les priorités, en fonction de l'actualité et de la sensibilité des différents membres. On pourrait dire qu'il a un rôle de vigie de la société, en plus de sa fonction plus technique d'aide à la sélection des projets, dont il fait une pré analyse. En tant que président de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (ONPES) et en ayant travaillé à la Commission européenne

sur un plan d'actions pour la jeunesse, je m'intéresse tout particulièrement à la question de l'entrepreneuriat des jeunes, qui s'enracine dans la prise de conscience générée par les émeutes de 2005, qui ont secoué la France entière. Malgré tout ce qui était dit ou pensé, cette crise a montré qu'une partie de la jeunesse française aspirait à entrer dans la société, sans pour autant y parvenir. Le dialogue avec les générations qui la précédait était comme rompu. Il fallait faire quelque chose.

Dans ce contexte, quelle place occupe les Fabriques du monde rural portées par le Mouvement rural de la jeunesse chrétienne (MRJC) ?

Les Fabriques du monde rural sont un projet d'entrepreneuriat des jeunes par excellence. Elles reflètent la volonté des jeunes des milieux ruraux de faire des propositions à la société dans laquelle ils évoluent. Ce qui nous a particulièrement plu, c'est que le MRJC est entièrement dirigé par des jeunes. Quand vous avez plus de 30 ans, vous devez le quitter. C'est une façon de mettre l'accent sur ce que sont et font les jeunes d'aujourd'hui. Les Fabriques du monde rural entendent favoriser la

rencontre entre les générations et permettre la recréation d'un monde qui est bien souvent délaissé, que ce soit physiquement ou culturellement, alors même qu'il est plein de richesses.

Beaucoup de jeunes choisissent de s'y maintenir, ce qui n'est pas toujours compris par les plus âgés pour qui l'avenir est dans la ville. Cela crée une distance entre les générations, que les Fabriques entendent surmonter. C'est intéressant cette idée d'un mouvement qui va des jeunes vers les générations qui les ont précédées et non l'inverse, comme on le voit habituellement.

C'est aussi un projet séminal car une fois la phase expérimentale terminée, les Fabriques du monde rural ont vocation à se disséminer sur le territoire français.

Dans un autre registre, la Fondation AG2R LA MONDIALE a également soutenu la Fabrique du regard portée par l'association le BAL. En quoi l'éducation à l'image vous semble-t-elle importante de nos jours ?

Les jeunes d'aujourd'hui baignent dans un monde d'images. Ils en sont bombardés, alors même qu'ils ne sont pas nécessairement armés pour

les accueillir. La Fabrique du regard propose alors une forme d'éducation à la compréhension de ce monde. Elle accompagne les jeunes dans le développement de leur esprit critique, de leur capacité à aborder ce bombardement avec discernement et à comprendre ce qui se cache derrière. Qui en est l'auteur ? Quelle peut être son intention ? À quoi l'image peut-elle servir ?

L'approche de la Fabrique est pluri médias. Elle s'intéresse aussi bien à la peinture qu'au cinéma, à la photographie ou encore au documentaire. Au-delà de la construction du regard et de l'analyse, elle apprend également aux jeunes à se servir de ces techniques. En ce sens, c'est une véritable entreprise d'émancipation de la personnalité et d'apprentissage de la créativité.

Globalement, nous avons été surpris par le succès des actions financées, alors même que les jeunes sont réputés fermés et difficiles. Le fait de les considérer comme de possibles entrepreneurs à la fois d'eux-mêmes, mais aussi de la société dans laquelle ils vivent, a été accueilli avec beaucoup d'enthousiasme. Cela leur permet de s'enraciner dans leur propre existence. Cette approche constitue une

vraie piste d'avenir pour la
société française et notamment
pour les mouvements
d'éducation populaire qui
souhaitent renouveler leur
démarche.

La plateforme de mobilité de l'ADICE



DICEASSO
Roubaix - France



©ADICE



2017

Oser la mobilité pour entreprendre

Parce que la mobilité permet de découvrir de nouvelles cultures, des valeurs différentes, de développer des compétences linguistiques, de gagner en confiance en soi et en autonomie, ne pourrait-elle pas aussi être un levier d'accès à l'emploi ? C'est la conviction de l'Association pour le Développement des Initiatives Citoyennes et Européennes (ADICE). Voyons plutôt.

Avec un taux de retour à l'emploi dépassant 67 % chez plus de 2 000 personnes qui, depuis 2002, ont bénéficié d'un projet de mobilité dans plus de 30 pays à travers le monde, Djamel Benia, directeur de l'ADICE en est convaincu : *« la mobilité participe à la promotion sociale et professionnelle des individus ».*

Imaginons un jeune qui habite dans un quartier difficile et isolé, qui n'a pas de contact,

ni de réseau. Pas facile, dans ce contexte, de trouver des solutions d'avenir. En bénéficiant d'un programme de mobilité internationale, il va déployer ses capacités dans le monde professionnel et rencontrer de nombreuses personnes qui représentent autant de soutiens potentiels pour la suite. Un champ entier de nouvelles opportunités s'ouvrira alors à lui, comme en témoignent les milliers de jeunes qui ont déjà emprunté ce chemin.

Une opportunité d'apprentissage et d'évolution

Tout commence par une réunion proposée chaque mercredi matin au siège social de l'association à Roubaix. Près de 1 200 personnes viennent chaque année s'y informer sur le volontariat européen et international, le service civique, les stages professionnels ou encore la mobilité des jeunes entrepreneurs. Entre 400 et 500 d'entre elles font ensuite un pas supplémentaire et prennent rendez-vous avec un chargé de projet de l'ADICE, pour démarrer leur accompagnement. Aider ceux qui en ressentent le besoin à se déployer dans le monde, dans une dynamique d'entrepreneuriat, de volontariat ou de mobilité professionnelle, est le

cœur de métier de l'ADICE. 300 personnes partent ainsi chaque année, à l'instar de Sébastien dont le service volontaire européen en Sicile auprès de jeunes a représenté : *« l'expérience la plus importante et gratifiante qui m'a été donnée de vivre »*. Cet accompagnement est ouvert à tout public et, pour favoriser l'égalité des chances, est entièrement gratuit. S'il est important que les programmes soient accessibles à tous pour Djamel Benia, *« il n'est pas question de stigmatiser les personnes »*. Être au chômage, issu d'une famille modeste, d'un quartier difficile ou d'une petite ville rurale constituent simplement des indicateurs, qui aident les équipes de l'ADICE à adapter leurs propositions. Selon leur directeur, il n'est pas question de créer de stéréotype : *« Le but, c'est le brassage. »* Brassage des gens, des cultures et des expériences.

Une plateforme de gestion et de déploiement de la mobilité

De 2014 à 2016, l'ADICE a bénéficié du soutien de la Fondation AG2R LA MONDIALE pour que les jeunes demandeurs d'emploi qui le souhaitent, démarrent concrètement leur projet de création d'entreprise. Au travers de la mobilité

internationale, l'association les aide alors à tester leur idée chez un partenaire européen du même secteur d'activité. Pour Djamel Benia, *« ce n'est pas un séjour d'observation, mais d'action. Cette plateforme est une véritable fabrique à projets »*.

Avant son départ, le jeune bénéficie d'un accompagnement spécifique d'une durée de trois à quatre mois, pendant lequel il est formé sur des thématiques adaptées à ses besoins comme le business plan, la connaissance du pays d'accueil, ses conditions économiques, etc. Son expérience d'immersion à l'étranger va ensuite lui permettre de tester son idée, de voir si elle est viable. Il a ainsi la possibilité d'enrichir et de peaufiner son projet en étant défrayé, grâce à une bourse mensuelle qui couvre ses frais de séjour.

Le séjour à l'étranger dure en général entre 1 et 6 mois. Il s'effectue dans une entreprise qui œuvre dans un domaine en adéquation avec le projet du bénéficiaire comme un restaurant, un laboratoire de biologie médicale, une agence de graphisme, un artisan, une startup ou encore un cabinet d'expertise comptable. Il existe autant de partenaires que de projets et cela fonctionne à double sens.

D'un côté, l'ADICE accompagne les projets de mobilité des créateurs d'entreprise dans toute l'Europe (voir portrait page 59) et de l'autre, des entreprises d'accueil, en France, de jeunes entrepreneurs européens (voir encadré page 58). Le bénéfice est donc double : local et international.

Grâce aux informations de terrain que le bénéficiaire a glané à l'étranger, ainsi qu'au soutien qu'il reçoit du chargé de projet de l'ADICE, il va pouvoir consolider son projet et mobiliser les aides financières supplémentaires pour collecter le maximum d'appuis. À son retour, il ne lui reste donc plus qu'à tester son entreprise. En d'autres termes, à se lancer.

Un effet levier

Le financement octroyé par la Fondation AG2R LA MONDIALE a permis à l'ADICE de mieux doter les bénéficiaires du programme. La plateforme a ainsi pu déployer un dispositif plus conséquent, plus adapté et surtout, pour Djamel Benia : *« cela nous a permis de professionnaliser encore d'avantage le projet. »*

Ce dont le directeur témoigne, c'est que le soutien de la Fondation AG2R LA MONDIALE a agi comme un effet de levier, en permettant

d'obtenir des financements supplémentaires. L'ADICE a ainsi pu bénéficier d'appels à projet d'entrepreneuriat, qu'elle n'arrivait pas à débloquer auparavant.

Aujourd'hui, le projet des créateurs d'entreprise continue de se développer. Depuis peu, l'association est engagée dans un projet transfrontalier avec la Belgique, les Pays-Bas et l'Angleterre, pour faciliter l'entrepreneuriat chez les migrants en situation régulière. L'ADICE tente ainsi de poursuivre sa démonstration : la mobilité favorise l'inclusion, surtout lorsqu'il s'agit d'un projet d'entrepreneuriat. Pour Djamel Benia, *« elle permet notamment, en allant confronter ses idées avec une réalité de terrain, de revenir avec un projet qui fonctionne réellement »*. Mais pour lui, l'entrepreneuriat et la mobilité ne sont pas une fin en soi. Elles représentent un moyen de sortir d'une situation de stagnation, d'acquérir des compétences et d'avancer dans la vie car au final, *« l'important, c'est le projet »*.

Pour en savoir plus
Sur les activités d'Adice

42 rue Charles Quint
59100 Roubaix
03 20 11 22 68
adice@adice.asso.fr
<https://adice.asso.fr>

**Sur le programme Erasmus pour
Jeunes Entrepreneurs**

<https://www.erasmus-entrepreneurs.eu/index.php?lan=fr>

**Sur la startup lilloise SPQI
(Services et Produits de Qualité
et Innovants)**

<https://4biodx.com/fr/>

Sur le festival Shubbak à Londres

<https://www.shubbak.co.uk>

Maryse Delehedde

Entrepreneur d'accueil à Lille

De formation scientifique, Maryse Delehedde a passé une grande partie de sa carrière à l'étranger. Installée dans la région Lilloise, elle préside la jeune startup Services et Produits de Qualité et Innovants (SPQI), créée en 2016 pour développer les premiers tests fonctionnels de fertilité masculine chez l'être humain et chez les animaux. Son goût pour l'expérience multiculturelle l'a naturellement incitée à rejoindre le programme Erasmus pour jeunes entrepreneurs, porté par l'ADICE.

« La première personne que nous avons accueillie était une jeune femme italienne, dont les compétences d'infographie nous ont été d'une grande utilité ».

Pour Maryse Delehedde la startup étant essentiellement composée de scientifiques, ces derniers ont particulièrement apprécié l'aide qu'Illaria Federicci leur a apporté pour vulgariser

et rendre accessible ce qu'ils ont à cœur de transmettre. De son côté, la jeune entrepreneuse a bénéficié des conseils et de l'expérience de Maryse pour concrétiser son business plan, identifier sa clientèle, gérer ses ressources financières, etc. Elle s'est ensuite lancée à son tour avant de décrocher un contrat intéressant à Bruxelles, auprès de la Commission Européenne. Maryse Delehedde aime *« l'idée de contribuer au succès des autres, de leur servir de tremplin, tout en bénéficiant de l'apport d'idées nouvelles »*. La plateforme de l'ADICE lui permet ainsi de prolonger la réciprocité qu'elle avait connue auparavant dans sa vie professionnelle. À l'été 2019 SPQI a reçu une nouvelle personne originaire d'Espagne et même si parfois, certains projets d'accueil n'aboutissent pas, ils permettent de nouer des contacts avec différents entrepreneurs à travers le monde. De riches échanges qui se poursuivent souvent, au-delà du programme.

Virginia Pisano

Nouvelle Entrepreneur



© Droits réservés

Titulaire d'une licence d'Histoire, d'un mastère en Management des activités culturelles et d'un master en Études Moyen-orientales, je suis passionnée par la production culturelle et artistique contemporaine des pays arabes méditerranéens. Pendant 8 ans, après avoir effectué des séjours de recherches au Caire, sur la scène musicale indépendante, j'ai coordonné plusieurs projets, en lien avec mes centres d'intérêts : le réseau Medinea (Mediterranean Incubator of Emerging Artists), les programmes Musiques Transculturelles de la Fondation Royaumont et Traduire en Méditerranée de la revue Transeuropéennes. Actuellement, je suis engagée dans une recherche doctorale

à l'Université Aix-Marseille sur un réseau de soutien aux artistes arabes, constitué d'organisations culturelles établies dans plusieurs villes d'Europe et de pays arabes. C'est dans ce cadre que j'ai repéré une structure qui m'intéressait tout particulièrement : le festival Shubbak à Londres. Comme je réfléchis à l'idée de monter moi-même un projet culturel en collaboration avec les espaces méditerranéens, j'ai cherché un moyen de me rapprocher de ce festival, dont la programmation est très proche de ce que j'aimerais développer. C'est ainsi que j'ai découvert les activités de l'ADICE, et en particulier le programme européen Erasmus pour Jeunes Entrepreneurs. Pendant 6 mois, j'ai alors pu me rendre à Londres et participer au développement de l'édition 2019 du festival Shubbak. Je me suis essentiellement occupée de trois aspects : la mise en débat des projets du festival (au travers de la conception de temps de rencontres à l'issue des spectacles), le programme à destination des jeunes artistes et le programme pour les professionnels. Cette expérience a été très utile pour moi, car elle m'a permis de m'immerger dans une organisation professionnelle

anglophone dont la taille et le fonctionnement, en coopération avec les différentes réalités culturelles de la ville de Londres, sont une réelle source d'inspiration pour mes futurs projets. Je peux maintenant mûrir mes propres idées, avec plus de cartes en main.

Originaire d'Italie et basée en Provence depuis 4 ans, je voudrais développer mon projet dans un contexte franco-italien. Le lien étroit que j'ai pu établir avec le directeur artistique et le directeur exécutif du festival Shubbak me seront, je suis sûre, d'une grande utilité. Ce type de collaboration, qui consiste à œuvrer concrètement dans une structure et, dans le même temps, d'avoir la possibilité d'en observer le fonctionnement, à ma connaissance, n'existe pas ailleurs.

Les festivals qui touchent à la création contemporaine des pays arabes n'étant pas nombreux, c'est pour moi une vraie chance d'avoir pu bénéficier d'une expérience concrète dans l'un d'entre eux. Maintenant, il ne me reste plus qu'à me lancer dans ma propre aventure !

Entreprendre pour Apprendre Hauts-de-France

coworking green



Pour un territoire d'entrepreneurs

Chaque année, 5 millions de jeunes se lancent dans la création d'une mini-entreprise à travers le monde. En France, Entreprendre pour Apprendre concrétise la dynamique initiée par le réseau Junior Achievement Worldwide, il y a maintenant 100 ans. Rencontre avec une pratique historique, qui a de l'avenir.

Nous sommes au début du XX^e siècle dans le Massachussets américain, quand un industriel constate qu'il n'y existe guère d'autres perspectives d'emploi que dans son imprimerie. Le tissu économique est pauvre et l'esprit d'entreprendre quasi inexistant. Le manque de dynamisme freinant la croissance de sa boîte, l'imprimeur a alors une idée : développer la culture entrepreneuriale de son territoire.

En s'inspirant de la célèbre devise « Learning by doing¹ », il crée le réseau Junior Achievement Worldwide. 20 ans après, la mini-entreprise arrive en France.

Pour Dominique Dalle, déléguée générale d'Entreprendre pour Apprendre Hauts-de-France, « *cette histoire de mono-industrie sur un territoire ressemble à celle de notre région.* ». Une région, « *où il y a tant à faire pour l'esprit d'entreprendre* » et où l'association se donne un objectif ambitieux : une mini-entreprise par établissement scolaire d'ici 2025.

La mini-entreprise, un outil pour l'avenir

Véritable projet pédagogique, la mini-entreprise propose à des enseignants volontaires de vivre avec leurs élèves une expérience de création d'entreprise. Les jeunes réfléchissent à un produit ou un service qu'ils souhaitent commercialiser, puis se lancent dans toutes les étapes de la création : étude de marché, recherche de fournisseurs, rédaction des statuts, ouverture du compte en banque, fabrication, communication, vente, etc.

1 « Apprendre en faisant »

Pour Dominique Dalle,
« l'originalité de la mini-entreprise, c'est de mettre les jeunes en situation réelle, de vivre une expérience pour de vrai. » Pour l'enseignant, il ne s'agit plus seulement de transmettre de simples connaissances, mais réellement de préparer la jeunesse au monde de demain. Un monde, où les CDI sont de plus en plus rares, les changements de profession plus réguliers et où une partie des métiers n'existent pas encore. Dans ce contexte mouvant, l'expérience de création d'entreprise permet aux jeunes de développer la capacité d'adaptation et l'esprit d'entreprendre, dont ils auront besoin pour la suite de leur parcours. Confitures traditionnelles, blocs notes réalisés à partir de produits recyclés, arbre à insectes, mobilier de jardin en palette... La grande diversité des mini-entreprises imaginées se fait le reflet de la créativité de la jeunesse, lorsqu'elle est sollicitée.

Une démarche solidaire et innovante

« Nous accompagnons les jeunes afin que leurs idées soient les plus innovantes possibles, et qu'ils aient

conscience de la responsabilité sociale de leur entreprise. »

Pour Dominique Dalle, au-delà de la création et de la commercialisation d'un produit, il est également important que les jeunes se posent les bonnes questions.

Ceux qui le souhaitent, sont ainsi invités à réfléchir à la dimension sociale et environnementale de leur entreprise. Pendant que certains collectent des fournitures scolaires pour des pays d'Afrique, d'autres inventent un système de troc, pour offrir des produits d'hygiène à une association pour sans domicile fixe. Quels que soient les choix opérés, toutes les décisions se prennent en groupe. Les jeunes vivent alors une véritable aventure collective, où les idées et les compétences de chacun sont valorisées.

Parfois, certains projets ont un réel succès, qui perdure au-delà du cadre scolaire. C'est le cas de l'application Liconnect développée par des jeunes lycéens des Hauts-de-France. Dédiée aux établissements scolaires, cette dernière propose des informations pratiques en temps réel : absence des professeurs, menu de la cantine, horaires du club de foot, état d'avancement d'un tournoi, etc. Le projet

fonctionne si bien, qu'il a aujourd'hui intégré l'incubateur du territoire² afin d'être accompagné vers une vraie création d'entreprise.

Vers un territoire d'entrepreneurs

Dans un premier temps, la Fondation AG2R LA MONDIALE a aidé Entreprendre pour Apprendre à se faire connaître sur son territoire, à se mettre en réseau. Le projet a alors été présenté dans différentes manifestations et mis en lien avec des mécènes. Dominique Dalle se souvient que dès la première année, *« la Fondation AG2R LA MONDIALE a tout mis en œuvre pour que l'association fasse l'objet de retombées presse. Elle nous a aidés à créer un projet exemplaire qui, depuis, fait boule de neige. »* Aujourd'hui, 250 établissements scolaires développent la mini-entreprise dans les Hauts de France, soit 30 % de ce que compte le territoire. De plus en plus d'enseignants se montrant intéressés, Entreprendre pour Apprendre devrait réaliser l'objectif qu'elle s'était fixé : une mini-entreprise par établissement scolaire d'ici 2025. À la fin de l'année scolaire, un concours de la mini-entreprise est organisé. Dominique Dalle y observe chaque année

que *« des enseignants ont les larmes aux yeux, tant ce partage a été fort pour eux »*. Ces derniers témoignent de la manière dont l'expérience de la mini-entreprise transforme les élèves : leur intérêt pour les études a grandi, car ils en perçoivent la finalité, ils parviennent plus facilement à choisir un métier et leurs résultats au brevet sont souvent meilleurs.

Pour la déléguée générale, *« la mini-entreprise permet aux jeunes de développer leur confiance en eux. Certains, qui étaient en difficulté scolaire, se découvrent même un véritable talent, qui leur ouvre de nouvelles perspectives »*. Grâce à ce vécu commun, les postures changent.

C'est probablement ce qui a permis au réseau Junior Achievement Worldwide d'être reconnu comme l'une des sept initiatives les plus impactantes pour l'avenir des jeunes dans le monde. Une reconnaissance, dont Entreprendre pour Apprendre semble fière. Et pour cause !

² La loi sur la recherche et l'innovation, dite Loi Allègre, de juillet 1999, a prévu la création de structures d'aides à la création d'entreprise : les incubateurs.

Pour en savoir plus
**Entreprendre pour apprendre
Hauts de France**

7 place Lisfranc
59700 Marcq en Baroeul
contact@epa-hautsdefrance.fr
[http://vivez-la-mini-
entreprise.fr](http://vivez-la-mini-entreprise.fr)

**Entreprendre pour apprendre, la
fédération**

[http://www.entreprendre-pour-
apprendre.fr](http://www.entreprendre-pour-apprendre.fr)

**Le réseau Junior Achievement
Worldwide**

<https://www.jaworldwide.org>

« Notre commune » Comprendre le monde économique qui nous entoure

En parallèle des projets de mini-entreprises pour les collèges et lycées, Entreprendre pour Apprendre a conçu une adaptation du programme à destination des plus petits. S'ils ne créent pas à proprement parler de mini-entreprise, les élèves des écoles primaires peuvent tout de même, eux aussi, découvrir le monde économique qui les entoure. Dans un premier temps, « Notre commune » propose aux enfants de partir à la découverte de leur ville et des métiers qui se cachent derrière chaque activité économique et sociale. Par petits groupes, ces derniers imaginent ensuite une activité à créer. Une activité, qui soit utile pour la ville. Accompagnés par leur instituteur(trice), ils se projettent ensuite sur une journée ou une semaine type,

se représentent les métiers dont ils auraient besoin, les clients et fournisseurs potentiels, etc. Une simulation grâce à laquelle ils touchent du doigt la notion de tissu économique sur un territoire. Un monde qui, bien souvent, leur est totalement inconnu. Selon Dominique Dalle, « *pour les plus petits, il ne s'agit pas de fonder une entreprise pour de vrai, mais plutôt d'en créer la maquette : à quoi ressemblerait-elle ? à quel besoin répondrait-elle ? Etc. En imaginant un magasin par exemple, ils voient très vite qu'il faudra quelqu'un pour gérer les stocks, tenir la caisse ou encore nettoyer* ». Cette expérience constitue pour eux une première approche, tangible, des différents métiers qui existent. En imaginant des activités économiques adaptées à leur espace de vie, les enfants sont ainsi sollicités dans leur autonomie et leur prise d'initiative. Et ce faisant, ils avancent dans la compréhension du monde qui les entoure.

Nathalie Verquin

12 ans de mini-entreprises



©Droits réservés

Il y a 12 ans, suite au départ de collègues, j'ai repris le club entreprise du collège Sainte-Marie à Linselles, dans lequel je suis professeur d'histoire. Ne sachant comment m'y prendre, j'ai contacté Entreprendre pour Apprendre. Le courant est tout de suite passé et tous les ans depuis 2007, j'accompagne mes élèves dans la création de leur mini-entreprise avec le même enthousiasme.

Chaque année, les élèves de quatrième qui le souhaitent s'inscrivent pour l'année d'après. Sur 140 élèves, environ 25 se présentent. Nous en choisissons entre 12 et 15, en fonction de leurs motivations, puis créons une demi-classe de 3^e dédiée au projet.

Ce qui les motive le plus, c'est

le fait de bricoler, de faire des choses, ne pas juste s'asseoir en cours et attendre que ça se passe : avoir un projet, qu'ils choisissent eux-mêmes. Car quand j'arrive en septembre, je ne sais pas sur quoi nous allons travailler. Ce sont élèves qui décident.

Cette année, nous avons gagné le premier prix des mini-entreprises du territoire Flandres Métropole avec le projet Recy'potes : des jardinières de plantes aromatiques bio, fabriquées avec des palettes récupérées. Nous avons eu une centaine de commandes, ce qui est énorme pour un projet de ce type. Pour la fête des mères, les élèves ont décidé de remplacer les aromatiques par des fleurs et, là aussi, le succès était au rendez-vous. 45 commandes : les jeunes étaient débordés ! Ils ont également créé un très beau site internet en autonomie complète. Ça a été une année formidable.

Ce que j'aime par-dessus tout dans cette expérience de mini-entreprise, c'est que la relation avec les élèves est toute autre. D'habitude, il y a une forme de distance entre le professeur qui fait son cours, les élèves qui écoutent...

Or là, on se retrouve les manches ensemble et le lien qui se crée est

incomparable. J'ai signé pour cela il y a douze ans et je ne suis pas prête de laisser ma place ! C'est assez incroyable la manière dont les élèves changent en vivant une expérience de mini-entreprise. Ils deviennent beaucoup plus autonomes, dynamiques, se mettent en route plus vite, se répartissent les tâches plus naturellement, etc. Certains, qui sont particulièrement timides, font leur premier pas vers les autres. Et se libèrent. Il faut le voir pour le croire.

Il y a quelques années, nous avons réalisé des paniers de fruits et légumes provenant de fermes alentour. Ça a également eu un gros succès. Les élèves, qui étaient partis au lycée, sont venus nous voir lors de nos portes ouvertes. Tous, nous ont remerciés. C'était très touchant. Nous avons eu droit à des « C'était génial ! », « C'était notre meilleure année ! », « Qu'est-ce que j'ai appris ! »...

Une jeune fille m'a donné les larmes aux yeux. Timide et réservée au départ, elle m'a dit ne jamais avoir pensé qu'elle pouvait être comme cela, si à l'aise.

Voir ces jeunes partir comme cela, heureux, avec le sourire et plein de choses apprises, quelle satisfaction !

Laurent BALAS

Administrateur de la Fondation



Dans le cadre de votre implication dans la Fondation AG2R LA MONDIALE, quel regard portez-vous sur la thématique de l'entrepreneuriat des jeunes ?

J'ai connu la Fondation AG2R LA MONDIALE lorsque j'étais directeur d'Aravis, l'Agence Rhône-Alpes pour la valorisation de l'innovation sociale et l'amélioration des conditions de travail. Il y a 5 ans je suis rentré dans le Comité scientifique et d'orientation et depuis 2 ans, je suis également membre du Comité de sélection des projets, un organe que je trouve très intéressant.

Globalement, j'aime l'approche de la Fondation AG2R LA MONDIALE qui consiste à agir à la fois sur l'économie sociale et le développement de l'autonomie des personnes. Aborder ces sujets au travers des questions de l'entrepreneuriat, de la formation et de la dimension intergénérationnelle me paraît tout à fait pertinent.

À la lecture de ma propre expérience dans la formation des adultes, le tourisme associatif et les conditions de travail dans les PME, j'ai souvent pensé que le monde économique et celui de l'éducation étaient bien trop en rupture. Or, l'entrepreneuriat des jeunes permet, justement, de faire la liaison entre les deux. Il ne s'agit pas simplement de création d'entreprise, au sens économique du terme, mais de capacité d'entreprendre. On touche ici au développement de la personne, avec des répercussions sur l'ensemble de sa vie.

Cela rejoint les principes de l'éducation populaire selon lesquels chacun est responsable de sa place dans la société. Et c'est lorsqu'on assume cette responsabilité que l'on « fait société ». C'est là un véritable enjeu de citoyenneté. Avec le travail d'Entreprendre pour Apprendre notamment, on le voit bien : on dépasse largement les questions économiques, pour toucher à l'égalité des chances et à la responsabilité sociale des personnes.

Entreprendre pour Apprendre, justement, utilise la mini-entreprise pour faire émerger l'esprit d'initiative et la créativité des jeunes. Est-ce un outil qui vous semble pertinent ?

En passant par cette idée d'entreprise, on en arrive

assez vite à la question du travail en commun. L'avenir se crée à plusieurs. Les initiatives individuelles, seules, ne peuvent pas le faire. C'est bien ensemble, grâce à un travail collectif, que l'on peut transformer son environnement immédiat et au-delà, le monde. Comme tout travail d'équipe, cela passe par le développement et la prise en compte de la compétence de chacun. On ne peut pas uniquement se reposer sur le groupe. En tant que membres du groupe, nous sommes tous responsables.

C'est là que la mini-entreprise prend tout son sens. En suscitant l'esprit d'initiative et la capacité entrepreneuriale des jeunes, elle forme des individus qui sont capables de travailler et de construire des projets ensemble. Des projets citoyens, qui dépassent largement le champ de l'entreprise classique. Certains parlent d'empowerment ou de renforcement de la capacité d'agir. Pour les enseignants, c'est aussi l'opportunité de mettre en œuvre une pédagogie active, de décroquer l'école en créant du lien avec les collectivités locales et le monde de l'entreprise. La mini-entreprise leur donne un levier nouveau et des outils concrets pour le mettre en œuvre.

De son côté, l'Adice fait le pari de la mobilité comme levier de l'entrepreneuriat des jeunes. Que pensez-vous de cette approche ?

L'approche par la mobilité est très intéressante, car elle contribue à réduire la fracture sociale. Deux jeunes issus de milieux différents ne vont pas avoir accès aux mêmes ressources pour identifier, mobiliser et construire leurs parcours. Le travail de l'Adice s'occupe ainsi à la fois de la promotion sociale et professionnelle du jeune. Des jeunes qui sont capables de construire un projet de mobilité, de le piloter, de vivre quelques semaines ou quelques mois à l'étranger, fabriquent leur « sac à dos » pour leur vie. Ils n'auront plus qu'à piocher dans les apprentissages et les expériences acquises au fur et à mesure des besoins.

Ce qui est particulièrement intéressant dans la démarche d'Adice, c'est le fait que son accompagnement ne s'arrête pas à la mobilité. Au retour de son voyage, le jeune passe du temps à débriefer avec les équipes. Être en capacité de prendre du recul, de réfléchir et de tirer les conclusions d'une expérience me semble aussi important que le travail préparatoire et le voyage en lui-même. C'est un processus pédagogique très complet et inspirant.

La Fondation Apprentis d'Auteuil



Chaque jeune a droit à un avenir

Depuis plus de 150 ans, la Fondation Apprentis d'Auteuil agit pour la protection de l'enfance, l'accès à l'éducation, la formation, l'insertion professionnelle et l'accompagnement des familles en France. Une motivation profonde anime chacun de ses pas : chaque jeune a le droit à un avenir.

Fondation reconnue d'utilité publique, Apprentis d'Auteuil a débuté ses activités en 1866 par l'accueil d'orphelins. Aujourd'hui, elle s'adresse plus largement aux jeunes et familles fragilisées, afin de leur redonner confiance en eux et en l'avenir, et faire en sorte que les plus jeunes puissent devenir des adultes libres et responsables. Pour Vanessa de Lauzainghein, directrice mécénat, philanthropie et fonds structurels d'Apprentis d'Auteuil : *« notre démarche repose sur les couples éducation-formation, savoir-être et savoir-faire ».*

De son champ historique, la protection de l'enfance, la fondation a peu à peu diversifié ses activités, embrassant la lutte contre le décrochage scolaire, le soutien à la parentalité, l'insertion sociale et professionnelle des jeunes. 30 000 jeunes et 5000 familles fragilisées sont ainsi accompagnés au sein de 230 établissements.

Pour une insertion sociale et professionnelle réussie

« La première étape pour une insertion réussie, c'est la remobilisation ». Cette conviction, exprimée par Vanessa de Lauzainghein, renvoie à une première série de dispositifs pour aider ceux qui sont le plus éloignés de l'emploi à remettre le pied à l'étrier.

Sur des temps de 3 à 6 mois, les jeunes sont alors accompagnés pour reposer les bases de leurs savoirs et savoir-être, ainsi que pour lever les freins périphériques à leur insertion (logement, santé, relations familiales, démarches administratives, etc.). Une étape préalable, indispensable pour accéder à la formation et à l'emploi.

C'est ce que propose le dispositif « Réussir Angers » qui, depuis décembre 2014, accompagne deux fois par an une promotion de 20 à 24 jeunes sans emploi ni

qualification du territoire angevin. Pour Apprentis d'Auteuil, la prise en compte de leur situation de départ est primordiale. Si la mobilité par exemple s'avère un frein majeur, le programme va jusqu'à proposer le passage du permis de conduire.

De son côté, « La Salle à manger » s'est spécialisée dans le domaine de la restauration, en proposant aux jeunes lyonnais de s'exercer au sein d'un restaurant ouvert au public. Cette expérience au plus près du réel leur permet ensuite d'accéder à une formation en alternance au sein d'une entreprise.

Pour Vanessa de Lauzainghein, *« juste après la remobilisation, nous nous concentrons sur la formation. Nous travaillons main dans la main avec des entreprises qui ont un besoin de recrutement et une volonté de s'impliquer dans nos programmes »*. Le jeune est ainsi accompagné tout au long de son parcours afin d'éviter le décrochage : de la résolution des freins au lancement du projet, jusque dans les premiers mois de la mise à l'emploi.

Les créateurs d'entreprises

Selon une étude d'Opinion Way en janvier 2016, 55% des 18-24 ans souhaitent créer leur activité. Pour répondre aux besoins des jeunes faiblement qualifiés, Apprentis d'Auteuil a

lancé une expérimentation en juin 2015 à Marseille : « l'Ouvre-Boîte », qui a depuis essaimé à Paris, Nice, Nantes et Lyon. Véritables tremplins vers la création d'entreprise, l'Ouvre-Boîte accompagne chaque année 80 jeunes en difficulté, désireux de développer leur propre activité mais qui n'ont, pour ce faire, ni la formation, ni le réseau nécessaires.

Le parcours proposé dure deux années, en trois phases. Une formation balaie tout d'abord l'ensemble des connaissances préalables à la création d'entreprise. Puis, pendant 6 mois, le jeune est amené à tester son projet grandeur nature. C'est ainsi qu'est née le dispositif Skola (voir encadré page 78), où ceux qui se destinent aux métiers de la vente peuvent faire leur preuve. La création de l'entreprise et le développement de l'activité durent ensuite de 12 à 18 mois, en fonction de la maturité du projet. *« En acceptant de nous soutenir, la Fondation AG2R LA MONDIALE nous a donné une reconnaissance essentielle, qui nous a permis de trouver d'autres soutiens et ainsi, de pérenniser les dispositifs »*. Pour Vanessa de Lauzainghein, l'engagement pluriannuel proposé est fondamental pour la stabilité des programmes car « même si

nous avons des cofinancements publics, sans l'intervention du privé, ils n'auraient pas pu voir le jour ».

En 2019, la Fondation AG2R LA MONDIALE s'investit également dans un projet innovant développé à Marseille et Tarascon : « Impact Jeunes ».

Au plus près du terrain, une méthodologie innovante

Au lieu de cibler une zone étendue comme cela se pratique habituellement, « Impact Jeunes » se concentre à l'échelle d'un quartier. Un « booster territorial » va à la rencontre des jeunes, auxquels il propose un accompagnement adapté et personnalisé. Apprentis d'Auteuil mène ensuite un important travail de coordination, pour rassembler autour de la table tous les acteurs privés et publics du territoire.

Sur les 215 jeunes de 13 à 30 ans touchés par le dispositif « Impact Jeunes », 71 sont aujourd'hui en emploi et 43 en formation. 100 d'entre eux, qui étaient complètement éloignés de tout accompagnement, sont aujourd'hui remotivés et lancés dans la réalisation d'un projet. Enfin, 15 jeunes ont été identifiés comme étant des leaders positifs, inspirants pour leurs territoires. Une vingtaine d'entrepreneurs engagés s'investissent alors

auprès d'eux pour leur permettre d'aller au bout de leurs rêves. Selon Vanessa de Lauzainghein, « 100 000 jeunes quittent chaque année le système scolaire sans qualification. Il est essentiel de pouvoir les accompagner dans leur insertion sociale et professionnelle, qu'elle qu'en soit la forme. ». C'est là un véritable projet de société qui répond à un besoin réel car oui, chaque jeune a bel et bien le droit à un avenir.

Pour en savoir plus
**Sur les activités de la Fondation
Apprentis d'Auteuil**
40 rue Jean de la Fontaine
75781 Paris cedex 16
0144147575
<http://www.apprentis-auteuil.org>

Sur « la Salle à Manger »
52 cours Charlemagne
69002 Lyon
04 72 40 95 97
<http://lasalleamanger.apprentis-auteuil.org>

**Sur le dispositif « Réussir
Angers »**
Chemin du Couvent
44340 Bougenais
<https://cfcpaysdeloire.apprentis-auteuil.org>

Sur le dispositif « L'Ouvre Boîte »

Côte d'Azur

06.64.79.59.73

cotedazur.louvreboite@

apprentis-auteuil.org

<https://louvreboite.org/ouvre-boite-cote-d-azur>

Marseille

<https://www.louvreboite.org/>

Lyon

06 99 33 98 09

louvreboite-lyon@apprentis-

auteuil.org

lyon.louvreboite.org

Paris

06 69 79 07 37

<https://louvreboite.org/ouvre-boite-paris>

Skola, la boutique éphémère

« L'ouvre-boîte », dispositif mis en place à Marseille par la Fondation Apprentis d'Auteuil, a progressivement évolué avec le temps. Une forte attente des jeunes dans le domaine de la vente ayant été identifiée, un magasin école a vu le jour dans les Terrasses du Port, un centre commercial très fréquenté de la métropole.

Les bénéficiaires du programme suivent alors une formation de 360 heures étalée sur deux mois, dispensée par les grandes marques du secteur comme Printemps, l'Oréal ou encore Décathlon. Elle permet à ceux qui le désirent d'acquérir les compétences spécifiques à la vente, tout en les mettant en pratique in-situ.

Techniques de vente, connaissance des produits, savoir-être, communication, langues étrangères... La formation est à la fois large et opérationnelle. Pour Vanessa de Lauzainghein, « avec Skola, nous sommes au maximum dans le concret. Les jeunes sont mis en situation réelle

et, en étant confrontés au quotidien d'un métier, ils peuvent tester leurs projets, assumer leurs choix, être formés dans des temps relativement courts et ainsi, accéder à l'emploi. ».

En 3 ans, la boutique école a formé 72 jeunes de 16 à 25 ans, dont 73% ont désormais accédé à un emploi durable, comme Nashbata par exemple qui est aujourd'hui responsable corner au Printemps : « *Skola m'a permis de me révéler à plusieurs niveaux : autonomie, confiance en moi, réactivité dans certaines situations de rush... Mais surtout, le projet a révélé une empathie pour les jeunes indéniable et une envie de travailler dans un domaine social* ».

Si les jeunes issus de la boutique éphémère ne poursuivent pas tous dans la vente, la formation a tout de même représenté un tremplin, à l'instar de Medhi pour lequel « *les acquis que j'ai pu avoir m'ont permis d'être encore plus professionnel car je suis au contact de clients au quotidien.* »

Driss El Agbi

Restaurateur à Tarascon

Quand j'ai rencontré Ismaël, le booster territorial du programme Impact Jeunes, j'étais demandeur d'emploi. Après un Bac Pro Commerce et un BTS en Management, j'étais inscrit à la fac dans une licence en Science de l'éducation à l'Université Paul Valéry de Montpellier. Comme je suivais les cours par correspondance, j'avais du temps disponible et ressentais le besoin d'avoir une vie professionnelle. Pour moi qui ai toujours été hyper actif, ce n'était pas facile d'être au chômage.

C'est Ismaël qui m'a approché le premier. En mars 2018, nous avons commencé nos entretiens pour définir, ensemble, ce que je souhaitais faire. J'avais la fibre entrepreneuriale, c'était clair. Depuis toujours, je voulais être à mon compte, ne pas avoir quelqu'un au-dessus de moi qui me donne des ordres. C'est pourquoi assez rapidement, nous avons ciblé une ouverture d'entreprise. Nous avons commencé à visiter des locaux professionnels à louer dans Tarascon et en avons trouvé un très bien situé, sur un boulevard

principal de la ville. Tout est ensuite allé très vite, car j'ai ouvert la pizzeria en septembre 2018, soit 6 mois à peine après le début de l'accompagnement ! Comme il n'est pas facile de dégager des revenus dans les mois qui suivent une création d'entreprise, Ismaël m'a également aidé à trouver un emploi qui soit compatible au niveau des horaires. Je suis donc également assistant d'éducation au Lycée Alphonse Daudet de Tarascon. Mon restaurant, lui, est ouvert tous les jours sauf le lundi, de 18h à minuit. Pour diviser les coûts d'investissement et de revient de l'entreprise, je me suis associé avec un ami. C'est plus facile à deux car le local était vide, il a fallu tout acheter, des chaises à la moindre fourchette... Nous sommes plus flexibles aussi sur le plan des horaires et ça nous convient bien.

Grâce au programme Impact jeunes, je suis passé d'une vie professionnelle au point mort à une vie très mouvementée et c'est exactement ce que je cherchais ! Ismaël m'a apporté son aide dans le projet, de A à Z : de l'idée à la création de l'entreprise, de la visite des locaux jusqu'au nom du restaurant. Grâce à lui, j'ai pu avoir des réponses à toutes

les questions que je me posais et cela m'a fait gagner énormément de temps. Cela m'a aussi permis de prendre confiance dans mes décisions et d'éviter les mauvais pas. Quand on crée une entreprise, il n'est pas rare de se prendre un mur quelques mois après. Or là, nous avons fait notre premier bilan et ça fonctionne.

Grâce à tout ça, j'enregistre beaucoup d'expérience. Pour moi, ça n'a pas de prix de pouvoir faire ce que je veux, de n'avoir personne au-dessus de moi. Je me retrouve à la place d'un parton, avec des vrais problèmes et des décisions à prendre et à part payer mon loyer et mes charges, je n'ai aucune obligation. Je crois que chaque rencontre est importante dans la vie et qu'on a toujours un truc à recevoir. C'est grâce à Ismaël que j'en suis là aujourd'hui. Il le sait et depuis, il est devenu un ami.

Christian Pedeux

Administrateur de la Fondation



Quel est votre lien avec la Fondation AG2R LA MONDIALE et, en particulier, avec les thématiques de l'insertion sociale et de l'entrepreneuriat des jeunes ?

Lorsque j'étais président de l'Association Sommitale du groupe Réunica, qui comprend les institutions de retraite complémentaire AG2R Réunica Arrco et AG2R Réunica Agirc, ainsi que l'institution de prévoyance AG2R Réunica Prévoyance, je me suis rapproché de la Fondation AG2R LA MONDIALE.

Ayant été secrétaire général d'Adecco, je suis également issu du monde du travail temporaire et, à ce titre, la question de l'insertion sociale m'intéresse tout particulièrement. C'est un domaine que je connais bien

car à l'époque, j'avais mis en place un réseau d'insertion chez Adecco.

Je me retrouve donc parfaitement dans la thématique de l'entrepreneuriat des jeunes, telle qu'elle est abordée chez Apprentis d'Auteuil, c'est-à-dire dans sa dimension insertion.

Comment cette dimension prend-elle corps chez Apprentis d'Auteuil ?

Le grand intérêt d'Apprentis d'Auteuil, selon moi, c'est qu'elle s'occupe aussi bien du savoir-faire que du savoir-être. Elle accompagne des adolescents et des jeunes adultes qui sont plongés dans une situation précaire, à l'avenir incertain. En leur permettant de se former et de ressortir avec un métier, elle leur offre l'opportunité de se réaliser et de développer un vrai projet de vie.

J'ai connu la Fondation Apprentis d'Auteuil lorsqu'une entreprise pour laquelle je travaillais avait des difficultés à trouver des personnes formées et qualifiées. Elle nous alors permis de rencontrer des jeunes qui correspondaient à nos besoins. L'insertion est un souci permanent chez elle et c'est d'ailleurs là qu'est toute sa réussite.

C'est une organisation compétente, qui se renouvelle

sans cesse et qui parvient à s'adapter aux évolutions de notre société. Son travail correspond bien à l'esprit de la Fondation AG2R LA MONDIALE, à savoir développer des projets qui soient vraiment utiles et qui collent aux nécessités du marché du travail.

Quelles sont selon vous les difficultés rencontrées par les jeunes d'aujourd'hui, et auxquelles répond la Fondation Apprentis d'Auteuil ?

La phase d'entrée dans la vie active est souvent très compliquée. Ce qui manque souvent aux jeunes d'aujourd'hui qui veulent se lancer dans un projet professionnel, c'est l'accompagnement à toutes les étapes de leur parcours. Et c'est justement ce que propose Apprentis d'Auteuil.

Dans le cadre du dispositif des Salles à manger par exemple, les jeunes sont encadrés par deux professionnels qui les suivent tout au long de leur projet. Ils se retrouvent en situation réelle et bénéficient de référents vers lesquels ils peuvent se tourner lorsqu'ils rencontrent une difficulté ou, tout simplement, s'ils ont des interrogations.

Cette qualité de suivi est particulièrement importante pour des jeunes qui, la plupart du temps, sont esseulés. Non

seulement ils apprennent un métier, mais ils deviennent également citoyens de la cité. Car au-delà de la formation de base, Apprentis d'Auteuil transmet également des valeurs similaires à celles de la Fondation AG2R LA MONDIALE, à savoir : s'insérer dans la société, en développant un rapport aux autres solidaire et convivial. Les équipes d'Apprentis d'Auteuil considèrent que leur travail n'est jamais terminé, qu'il est nécessaire de toujours se remettre en cause et de ne pas perdre de vue cette autonomie que les jeunes doivent progressivement acquérir. Elles ont également à cœur de démultiplier leurs actions, une dimension primordiale qui n'est pas souvent mise en œuvre dans les organisations du même type.

Chiffres clés depuis 2005

1 882 500 € distribués
pour 120 projets

Catalogue 2014-2019

Provence-Alpes-Côte d'Azur
Foyers ruraux 13

National

- Institut Bertrand Schwartz
- Le Bal
- MRJC
- Réseau Etincelle

Montée en compétence par la mobilité en France ou en Europe

Hauts-de-France

- Adice
- Agir abcd
- Objectif emploi 59

National

Les Compagnons du Devoir et
du Tour de France

Sensibilisation des jeunes à l'entrepreneuriat

Auvergne-Rhône-Alpes

- Osons Ici et Maintenant
- Réseau Itess

Bourgogne

- Bourgogne Active
- Entreprendre pour apprendre

Hauts-de-France

- Centre Social Imagine
- E2C Grand Lille
- Entreprendre pour
Apprendre
- Fonds Ajir

Prise d'autonomie des jeunes adultes

Auvergne-Rhône-Alpes

- Bioforce
- Chantiers Passerelles
- Locaux Motiv'
- Prado Rhône-Alpes

Bourgogne

Radio Dijon Campus

Guyane

NQT

Ile-de-France

TGP

Nouvelle Aquitaine

- Azia
- Fondation Apprentis d'Auteuil
Aquitaine

Nouvelle Calédonie

L'Ecole de la Réussite

Occitanie

- Frcivam LR
- Rivages
- San Lorenzo

Ile-de-France

- Afaje
- BGE Paris
- Cité Phares

Occitanie

- Adéar 65
- Les Imaginations Fertiles

Provence-Alpes-Côte d'Azur

- E2C Marseille
- E2C Var

National

- Cap Berriat
- France Active
- Fondation AgroParisTech
- Fondation Apprentis d'Auteuil

Découverte des métiers et de l'organisation économique et sociale

Centre-Val-de-Loire

Sol

Hauts-de-France

Anis

Ile-de-France

- L'Ilot
- Proximité
- Zup de Co

Catalogue 2005-2013

Développer l'autonomie des jeunes en amont de l'emploi

Bretagne

Léo Lagrange Ouest

Île-de-France

Asaspp

Occitanie

Études et Chantiers

National

- Fondation Zellidja
- Initiances
- Injep

Accompagner les jeunes vers l'emploi et au moment de leur intégration dans l'emploi

Bretagne

Osons l'égalité

Hauts-de-France

- Aspire
- Groupe Vitamine T
- La Catho Lille
- Sos Village d'enfants

Île-de-France

Plaine Commune Promotion

Occitanie

Mission Locale Jeunes 66

Provence-Alpes-Côte d'Azur

Loger Jeune Vaucluse

Faire connaître les meilleures pratiques pour l'emploi et structurer des alliances

- Astrées
- Forum d'Action Modernités
- Centre Français des
Fondations (CFF)
- Programme JEUN'ESS
- Orse

